

Art. 9. In artikel 9, punt 3, van voormeld decreet van 12 december 2000 worden de woorden "artikelen 15 en 17" vervangen door "artikel 18".

HOOFDSTUK V. — *Wijziging aan het decreet van 8 februari 2001 tot vaststelling van de initiële opleiding van de geaggregeerden voor het hoger secundair onderwijs*

Art. 10. In artikel 5, eerste en tweede lid, van het decreet van 8 februari 2001 tot vaststelling van de initiële opleiding van de geaggregeerden voor het hoger secundair onderwijs worden de woorden "artikel 3" vervangen door de woorden "artikel 4".

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingen aan het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 11. In artikel 29, eerste lid, van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap worden de woorden ", verhoogd met 2 400 lestijden toegekend op 1 september 1999 overeenkomstig artikel 37, derde lid" toegevoegd na de woorden "voor het schooljaar 1998-1999".

Art. 12. In artikel 37, derde lid, van voormeld decreet van 2 juni 1998 worden de woorden ", verhoogd op 1 september 1999 met 2 400 lestijden toegekend aan het 'Institut de Rythmique JAKUES-DALCROZE de Belgique'" toegevoegd na de woorden "overeenkomstig lid 1".

Art. 13. Na artikel 41 van voormeld decreet van 2 juni 1998 wordt een artikel 41*bis* ingevoegd, luidend als volgt :
« Art. 41*bis*. Vanaf 1 januari 2002 wordt de toepassing van de in artikel 40 bedoelde programmatie geschorst tot op het einde van de overgangperiode bedoeld in artikel 31, § 3. »

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepaling*

Art. 14. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2002, uitgezonderd artikel 7 dat in voege treedt op 1 september 2001.

Verklondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 20 december 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,

belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,

Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 217-1. — Verslag, nr. 217-2.

Integrale verslagen. — Bespreking. Zitting van 17 december 2001. — Aanneming. Zitting van 18 december 2001.

20 DECEMBRE 2001. — Décret visant à l'accélération des nominations des membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Modification à l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces établissements*

Article 1^{er}. L'article 7 de l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté royal du 15 juillet 1969, est complété comme suit :

« 13. directeur d'un centre de dépaysement et de plein air. »

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 2. Dans l'article 14^{ter} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 1994 et du 9 janvier 1996, complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 et modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 1999 et par le décret du 29 mars 2001, sont apportées les modifications suivantes :

a) dans l'alinéa 1^{er} du § 2 :

1. le 3° est remplacé par la disposition suivante :

« 3° de quatre membres désignés par les organisations syndicales représentant les enseignants du réseau de la Communauté française et affiliés à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du travail, chacune des organisations disposant d'au moins un représentant. »;

2. un 6° libellé comme suit est ajouté :

« 6° de 3 délégués du Gouvernement avec voix consultative. »;

b) l'alinéa 5 du § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« La commission établit son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est approuvé par le Gouvernement.

La commission élabore, en collaboration avec les présidents des commissions zonales d'affectation, le règlement d'ordre intérieur commun de ces instances. Ce dernier est également approuvé par le Gouvernement. »

Art. 3. Dans l'article 14^{quater} du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 4 juillet 1994, 9 janvier 1996, 12 janvier 1998 et 29 avril 1999 et par le décret du 29 mars 2001, sont apportées les modifications suivantes :

a) dans l'alinéa 1^{er} du § 2 :

1. le 3° est remplacé par la disposition suivante :

« 3° de quatre membres désignés par les organisations syndicales représentant les enseignants du réseau de la Communauté française et affiliés à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du travail, chacune des organisations disposant d'au moins un représentant. »;

2. un 4° libellé comme suit est ajouté :

« 4° de 3 délégués du Gouvernement avec voix consultative. »

b) Le dernier alinéa du § 3 est supprimé.

Art. 4. L'article 31, alinéa 4, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« La candidature indique dans quelle(s) zones(s) d'affectation le membre du personnel demande à être désigné à titre temporaire prioritaire. Elle précise également l'ordre des établissements dans lesquels le membre du personnel souhaite être affecté. Le candidat indique s'il accepte d'être désigné dans un emploi non vacant. »

Art. 5. L'article 37 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993 et modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Les temporaires prioritaires sont désignés par le Gouvernement, à concurrence d'un nombre d'emplois qu'il détermine par fonction après avoir recueilli l'avis des commissions zonales d'affectation et de la commission interzonale d'affectation.

Cet avis mentionne, par zone, par établissement et par fonction :

1° le nombre total d'emplois vacants, peu importe le nombre d'heures que comportent ces emplois, avec la précision de ce nombre d'heures par emploi;

2° le nombre d'emplois vacants que ces instances proposent d'attribuer à des temporaires prioritaires. Cette proposition est motivée pour chaque emploi;

3° le nombre d'emplois non vacants que ces instances proposent d'attribuer à des temporaires prioritaires. Cette proposition est motivée pour chaque emploi.

Les candidats sont appelés en service en qualité de temporaire prioritaire dans l'ordre du classement dans un des établissements de la zone ou de l'une des zones où ils demandent que leur soit reconnue la qualité de temporaire prioritaire. »

Art. 6. L'article 45, § 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 1994 et modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 janvier 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. A partir du 1^{er} septembre 2005, le temporaire prioritaire est nommé à titre définitif au 1^{er} janvier qui suit sa désignation en qualité de temporaire prioritaire, si l'emploi qu'il occupe comporte au moins le tiers du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes et si cet emploi est toujours vacant à cette date après que la Commission zonale d'affectation concernée ainsi que la Commission interzonale d'affectation aient procédé aux opérations statutaires mentionnées respectivement aux articles 14^{ter} et 14^{quater} du présent arrêté.

Lorsque la notification de la vacance d'emploi prévue à l'article 17^{bis} du présent arrêté intervient après la date du 1^{er} janvier, le temporaire prioritaire est nommé à titre définitif au 1^{er} juillet suivant pour autant qu'il occupe à cette date un emploi vacant comportant au moins le tiers du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes et que la Commission zonale d'affectation concernée et la Commission interzonale d'affectation se soient réunies entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet.

Dans l'hypothèse où plusieurs temporaires prioritaires sont occupés dans la même fonction au sein d'un même établissement, et qu'un emploi de cette fonction y devient vacant, le temporaire prioritaire le mieux classé est nommé à titre définitif dans cet emploi.

§ 2. Toutefois, jusqu'au 1^{er} septembre 2005, le temporaire prioritaire est nommé à titre définitif au 1^{er} janvier qui suit sa désignation en qualité de temporaire prioritaire, si l'emploi qu'il occupe comporte au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes et si cet emploi est toujours vacant à cette date après que la Commission zonale d'affectation concernée ainsi que la Commission interzonale d'affectation aient procédé aux opérations statutaires mentionnées respectivement aux articles 14^{ter} et 14^{quater} du présent arrêté.

Lorsque la notification de la vacance d'emploi prévue à l'article 17^{bis} du présent arrêté intervient après la date du 1^{er} janvier, le temporaire prioritaire est nommé à titre définitif au 1^{er} juillet suivant pour autant qu'il occupe à cette date un emploi vacant comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes et que la Commission zonale d'affectation concernée et la Commission interzonale d'affectation se soient réunies entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet.

Dans l'hypothèse où plusieurs temporaires prioritaires sont occupés dans la même fonction au sein d'un même établissement, et qu'un emploi de cette fonction y devient vacant, le temporaire prioritaire le mieux classé est nommé à titre définitif dans cet emploi.

A la demande de l'intéressé ou d'une commission zonale, le Gouvernement peut, après avoir pris l'avis de la Commission interzonale d'affectation, nommer à titre définitif un temporaire prioritaire dans la fonction qu'il exerce et dans un emploi vacant comportant moins de la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes. L'emploi doit cependant comporter au moins le tiers du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes.

§ 3. Pour l'application des paragraphes qui précèdent, les emplois d'instituteur(trice) maternel(le) dans l'enseignement fondamental, d'instituteur(trice) primaire dans l'enseignement fondamental, de surveillant-éducateur et de surveillant-éducateur d'internat, doivent comporter soit la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes, soit le nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes.

Art. 7. L'article 93 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 février 1983, est remplacé par la disposition suivante :

« La vacance d'emploi de la fonction de promotion à conférer est portée à la connaissance des membres du personnel par avis inséré au *Moniteur belge*.

Cet avis indique les conditions requises dans le chef des candidats à la fonction, ainsi que la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites. »

Art. 8. Les articles 102^{bis} et 102^{ter} du même arrêté, insérés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995, sont abrogés.

CHAPITRE III. — *Modifications à l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, de professeurs de religion et des inspecteurs de religion catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements de la Communauté française*

Art. 9. L'article 11 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, de professeurs de religion et des inspecteurs de religion catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements de la Communauté française, est remplacé par la disposition suivante :

« L'admission au stage à la fonction de maître de religion ou à celle de professeur de religion ne peut avoir lieu que si l'emploi de la fonction à conférer est vacant et comporte au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes.

Sur proposition du chef du culte, le Gouvernement peut admettre au stage un maître de religion ou un professeur de religion dans un emploi vacant comportant moins de la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes. L'emploi doit cependant comporter au moins le tiers du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes.

Pour les religions protestante, israélite, orthodoxe et islamique, l'admission au stage peut avoir lieu si l'emploi de la fonction à conférer est vacant et comporte au moins le sixième du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes. »

Art. 10. Dans l'article 12 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 juin 1976, sont apportées les modifications suivantes :

- a) le 5° du 1^{er} alinéa est supprimé;
- b) l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 11. L'article 13 du même arrêté est abrogé.

Art. 12. Dans l'article 14, a, du même arrêté, le second alinéa est supprimé.

CHAPITRE IV. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française*

Art. 13. Dans l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999, le cinquième alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Il remet un avis sur les demandes de changement d'affectation des membres du personnel enseignant dans le cadre des procédures visées aux articles 18^{bis} et 18^{ter}. »

Art. 14. Dans l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1996 et du 2 juin 1997, les termes « de la Direction générale de l'organisation des études » sont remplacés par les termes « du Service général des affaires pédagogiques de la recherche en pédagogie et du pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française ».

Art. 15. L'article 6, 3°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 3° Professeurs de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur : 3 équivalents temps plein ventilés comme suit :

- a) Professeur de cours généraux (biologie-chimie) : 2 équivalents temps plein;
- b) Professeur de cours généraux (physique) : 1 équivalent temps plein. »

Art. 16. L'article 7 du même arrêté est abrogé.

Art. 17. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8. L'emploi de directeur d'un Centre technique et pédagogique est accessible aux membres du personnel titulaires de l'une des fonctions de recrutement ou de sélection suivantes :

1° professeur de cours généraux, professeur de morale, professeur de cours spéciaux, professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle, professeur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;

2° chef d'atelier;

3° proviseur, sous-directeur. »

Art. 18. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 10. Les candidats à la fonction de directeur du Centre technique et pédagogique sont classés dans l'ordre de leurs mérites par un Jury constitué par le Gouvernement.

Pour classer les candidats, le Jury prend en considération les bulletins de signalement, les rapports d'inspection et tous les éléments apportés par le candidat qui ont contribué à lui assurer une formation et une expérience qui répondent au profil de la fonction à conférer. »

Art. 19. Dans l'article 12 du même arrêté, la seconde phrase est supprimée.

Art. 20. L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 13. L'emploi de chef d'atelier d'un Centre technique et pédagogique est accessible aux membres du personnel titulaires de l'une des fonctions de recrutement ou de sélection suivantes :

1. professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle, professeur de cours techniques et de pratique professionnelle, nommé dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, dans l'enseignement secondaire du degré supérieur ou dans l'un et l'autre degré;

2. chef d'atelier. »

Art. 21. L'article 15 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 15. Les candidats à la fonction de chef d'atelier d'un Centre technique et pédagogique sont classés dans l'ordre de leurs mérites par une commission constituée par le Gouvernement.

Pour classer les candidats, la Commission prend en considération les bulletins de signalement, les rapports d'inspection et tous les éléments apportés par le candidat et qui ont contribué à lui assurer une formation et une expérience qui répondent au profil de la fonction à conférer. »

Art. 22. Il est inséré dans le même arrêté un nouvel article 15bis libellé comme suit :

« Article 15bis. La Commission visée à l'article 15 est composée d'un président choisi parmi les fonctionnaires centraux du ministère de la Communauté française, de quatre membres choisis parmi les membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française, titulaires d'une fonction de sélection ou de promotion et de quatre membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française, titulaires d'une fonction de sélection ou de promotion choisis sur proposition des organisations représentant les enseignants du réseau de la Communauté française et affiliées à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du travail, chaque organisation disposant d'au moins un membre.

Pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant choisi selon les mêmes critères que le membre effectif qu'il supplé.

Le président, les membres effectifs et les membres suppléants sont nommés par le Gouvernement. La composition de la Commission est publiée au *Moniteur belge*.

La Commission est assistée d'un secrétaire nommé par le Gouvernement parmi les fonctionnaires du ministère. Le secrétaire n'a pas voix délibérative.

La Commission délibère valablement si deux tiers au moins des membres sont présents. »

Art. 23. Dans l'article 17 du même arrêté, la seconde phrase est supprimée.

Art. 24. L'article 18 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 18. Les membres du personnel visés à l'article 6, 3°, doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1° faire partie du personnel directeur et enseignant visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité et être titulaire, respectivement, de la fonction de recrutement de professeur de cours généraux (biologie-chimie), ou de professeur de cours généraux (physique) dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;

2° être nommés à titre définitif;

3° avoir obtenu un changement d'affectation conformément à la procédure visée à l'article 18bis. »

Art. 25. Il est inséré dans le même arrêté un nouvel article 18bis libellé comme suit :

« Article 18bis. § 1^{er}. Dans les dix jours de la vacance d'un emploi visé à l'article 6, 3°, le Conseil de gestion la notifie au Gouvernement afin qu'il soit proposé au changement d'affectation.

En cas d'absence de plus d'un mois d'un membre du personnel définitivement affecté à un emploi visé à l'article 6, 3°, le Conseil de gestion peut proposer au Gouvernement de l'ouvrir au changement d'affectation.

§ 2. Dès qu'il a connaissance de la vacance ou de la libération temporaire d'un emploi visé à l'article 6, 3°, le Gouvernement peut lancer un appel aux candidats à un changement d'affectation par avis inséré au *Moniteur belge*.

Cet avis indique les conditions requises dans le chef des candidats ainsi que les formes et délais dans lesquels les demandes de changement d'affectation doivent être introduites.

§ 3. Le membre du personnel qui désire obtenir un changement d'affectation au sein du Centre introduit, par pli recommandé, une demande motivée auprès du Gouvernement dans le délai fixé par l'appel visé au § 2. Il en adresse copie au Conseil de gestion dans le même délai.

Le Gouvernement accorde le changement d'affectation sur avis favorable du Conseil de gestion. Ce dernier transmet son avis au Gouvernement dans le mois de la réception de la copie de la demande de changement d'affectation.

§ 4. Le membre du personnel qui a obtenu un changement d'affectation dans un emploi temporairement disponible est définitivement affecté dans l'emploi qu'il occupe au sein du centre le premier jour du mois qui suit la notification visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

§ 5. Pour l'exercice des missions qui lui sont dévolues par le présent article, le Conseil de gestion voit sa composition élargie à trois membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française, désignés par les organisations représentant les enseignants du réseau de la Communauté française et affiliées à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du travail, chaque organisation disposant d'au moins un membre. »

Art. 26. Il est inséré dans le même arrêté un nouvel article 18^{ter} libellé comme suit :

« Article 18^{ter}. Les membres du personnel visés à l'article 6, 3°, et affectés définitivement au Centre qui souhaitent obtenir un changement d'affectation dans un établissement d'enseignement, doivent introduire leur demande conformément à la procédure fixée par l'article 48 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précisé. »

Art. 27. Il est inséré dans le même arrêté un nouvel article 18^{quater} libellé comme suit :

« Article 18^{quater}. Pour l'application des dispositions réglementaires statutaires, non contraires aux articles qui précèdent, le Centre est assimilé à un établissement d'enseignement et le directeur du Centre est assimilé à un chef d'établissement d'enseignement.

A cet égard :

a) les membres du personnel visés à l'article 6, 3°, restent régis par les dispositions réglementaires, non contraires aux articles qui précèdent, relatives au statut administratif et pécuniaire qui leur étaient applicables avant l'obtention de leur changement d'affectation au sein du Centre conformément à l'article 18^{bis};

b) le directeur du Centre et le chef d'atelier du Centre restent régis par les dispositions réglementaires, non contraires aux articles qui précèdent, relatives au statut administratif et pécuniaire qui leur étaient applicables avant leur nomination au sein du Centre. »

Art. 28. Il est inséré dans le même arrêté un nouvel article 18^{quinquies} libellé comme suit :

« Article 18^{quinquies}. Les membres du personnel administratif sont soumis au statut administratif et pécuniaire des membres du personnel administratif des établissements d'enseignement. »

CHAPITRE V. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française*

Art. 29. Dans l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française modifié par le décret du 24 juillet 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° le cinquième alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Il remet un avis sur les demandes de changement d'affectation des membres du personnel enseignant dans le cadre des procédures visées aux articles 12^{ter} et 12^{quater}. »;

2° il est inséré, entre le cinquième alinéa et le sixième alinéa, un alinéa libellé comme suit :

« Il propose au Gouvernement la désignation du chargé de mission dans les limites fixées à l'article 13 ci-après. »

Art. 30. Dans l'article 6 du même arrêté modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

a) il est inséré entre le 1° et le 2° une nouvelle disposition 1°^{bis} libellée comme suit :

« 1°^{bis} Personnel enseignant et personnel auxiliaire d'éducation : 21 unités, exprimées en équivalent temps plein, ventilées comme suit :

a) une unité pour l'enseignement maternel ordinaire (instituteur(trice) maternel(le);

b) deux unités pour l'enseignement primaire ordinaire (instituteur(trice) primaire);

c) une unité pour l'enseignement fondamental spécial (instituteur(trice) maternel(le) ou instituteur(trice) primaire);

d) une unité pour l'enseignement secondaire spécial;

e) douze unités pour l'enseignement secondaire des degrés inférieur et supérieur (professeurs de cours généraux);

f) une unité pour l'enseignement secondaire des degrés inférieur et supérieur (professeurs de cours techniques, professeurs de pratique professionnelle ou professeurs de cours techniques et de pratique professionnelle);

g) une unité pour l'enseignement secondaire des degrés inférieur et supérieur (professeurs de cours spéciaux);

h) une unité pour l'enseignement de promotion sociale.

i) une unité pour le personnel auxiliaire d'éducation. »

b) le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° Chargés de mission : 8 unités, exprimées en équivalent temps plein, ventilées comme suit :

a) 5 unités pour l'enseignement secondaire des degrés inférieur et supérieur (professeurs de cours généraux);

b) une unité pour l'enseignement secondaire des degrés inférieur et supérieur (professeurs de cours techniques, professeurs de pratique professionnelle ou professeurs de cours techniques et de pratique professionnelle);

c) une unité pour le personnel enseignant des hautes écoles;

d) une unité pour le personnel technique des Centre PMS. »

Art. 31. L'article 7 du même arrêté est abrogé.

Art. 32. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8. L'emploi de directeur d'un Centre d'autoformation et de formation continuée est accessible aux membres du personnel titulaires de l'une des fonctions de recrutement ou de sélection suivantes :

1. professeur de cours généraux, professeur de morale, professeur de cours spéciaux, professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle, professeur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;

2. chef d'atelier;

3. proviseur ou sous-directeur. »

Art. 33. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 10. Les candidats à la fonction de directeur du Centre d'autoformation et de formation continuée sont classés dans l'ordre de leurs mérites par un Jury constitué par le Gouvernement.

Pour classer les candidats, le Jury prend en considération les bulletins de signalement, les rapports d'inspection et tous les éléments apportés par le candidat qui ont contribué à lui assurer une formation et une expérience qui répondent au profil de la fonction à conférer. »

Art. 34. Dans l'article 12 du même arrêté, la seconde phrase est supprimée.

Art. 35. Il est inséré dans le même arrêté un nouvel article *12bis* libellé comme suit :

« Article *12bis*. Les membres du personnel visés à l'article 6, *1° bis*, doivent répondre aux conditions suivantes :

1° faire partie respectivement du personnel directeur et enseignant ou du personnel auxiliaire d'éducation visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité et être titulaire d'une fonction de recrutement en rapport avec l'emploi à conférer;

2° être nommés à titre définitif;

3° avoir obtenu un changement d'affectation conformément à la procédure visée à l'article *12ter*. »

Art. 36. Il est inséré dans le même arrêté un nouvel article *12ter* libellé comme suit :

« Article *12ter*. § 1^{er}. Dans les dix jours de la vacance d'un emploi visé à l'article 6, *1° bis*, le Conseil de gestion la notifie au Gouvernement afin qu'il soit proposé au changement d'affectation.

En cas d'absence de plus d'un mois d'un membre du personnel définitivement affecté à un emploi visé à l'article 6, *1° bis*, le Conseil de gestion peut proposer au Gouvernement de l'ouvrir au changement d'affectation.

Selon les besoins du Centre, le Conseil de gestion précise pour les emplois visés à l'article 6, *1° bis*, la fonction et/ou la spécificité de la fonction à laquelle doit être nommé le candidat au changement d'affectation

§ 2. Dès qu'il a connaissance de la vacance ou de la libération temporaire d'un emploi visé à l'article 6, *1° bis*, le Gouvernement peut lancer un appel aux candidats à un changement d'affectation par avis inséré au *Moniteur belge*.

Cet avis indique les conditions requises dans le chef des candidats ainsi que les formes et délais dans lesquels les demandes de changement d'affectation doivent être introduites.

§ 3. Le membre du personnel qui désire obtenir un changement d'affectation au sein du Centre introduit, par pli recommandé, une demande motivée auprès du Gouvernement dans le délai fixé par l'appel visé au § 2. Il en adresse copie au Conseil de gestion dans le même délai.

Le Gouvernement accorde le changement d'affectation sur avis favorable du Conseil de gestion. Ce dernier transmet son avis au Gouvernement dans le mois de la réception de la copie de la demande de changement d'affectation.

§ 4. Le membre du personnel qui a obtenu un changement d'affectation dans un emploi temporairement disponible est définitivement affecté dans l'emploi qu'il occupe au sein du Centre le premier jour du mois qui suit la notification visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

§ 5. Pour l'exercice des missions qui lui sont dévolues par le présent article, le Conseil de gestion voit sa composition élargie à trois membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française, désignés par les organisations représentant les enseignants du réseau de la Communauté française et affiliées à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du travail, chaque organisation disposant d'au moins un membre. »

Art. 37. Il est inséré dans le même arrêté un nouvel article *12quater* libellé comme suit :

« Article *12quater*. Les membres du personnel visés à l'article 6, *1° bis* et affectés définitivement au Centre qui souhaitent obtenir un changement d'affectation dans un établissement d'enseignement, doivent introduire leur demande conformément à la procédure fixée par l'article 48 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité. »

Art. 38. L'article 13 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 13. Les chargés de mission visés à l'article 6, 2°, a et b, doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1° faire partie du personnel directeur et enseignant visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité et être titulaire d'une fonction de recrutement en rapport avec l'emploi à conférer;

2° être nommés à titre définitif.

Le chargé de mission visé à l'article 6, 2°, c, doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° être titulaire d'une fonction de rang 1 visée à l'article 5, A, du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

2° être nommé à titre définitif dans l'enseignement de la Communauté française.

Le chargé de mission visé à l'article 6, 2°, d, doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° être titulaire d'une fonction de recrutement visée à l'article 2, § 1^{er}, 1, de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho- médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française, ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial;

2° être nommé à titre définitif dans un centre psycho-médico- social de la Communauté française.

Les membres du personnel sont informés annuellement par voie de circulaire adressée aux chefs d'établissement de la disponibilité des emplois visés à l'article 6, 2°, au sein du Centre. »

Art. 39. Il est inséré dans le même arrêté un nouvel article 13*bis* libellé comme suit :

« Article 13*bis*. Pour l'application des dispositions réglementaires statutaires, non contraires aux articles qui précèdent, le Centre est assimilé à un établissement d'enseignement et le directeur du Centre est assimilé à un chef d'établissement d'enseignement.

A cet égard :

a) les membres du personnel visés à l'article 6, 1°*bis*, restent régis par les dispositions réglementaires, non contraires aux articles qui précèdent, relatives au statut administratif et pécuniaire qui leur étaient applicables avant l'obtention de leur changement d'affectation au sein du Centre conformément à l'article 12*ter*;

b) les chargés de mission visés à l'article 6, 2°, a, b, c et d, restent régis par les dispositions réglementaires, non contraires aux articles qui précèdent, relatives au statut administratif et pécuniaire qui leur étaient applicables avant l'obtention de leur charge de mission au sein du Centre;

c) le directeur du Centre reste régi par les dispositions réglementaires, non contraires aux articles qui précèdent, relatives au statut administratif et pécuniaire qui lui étaient applicables avant sa nomination au sein du Centre. »

Art. 40. Il est inséré dans le même arrêté un nouvel article 14*bis* libellé comme suit :

« Article 14*bis*. Les membres du personnel administratif sont soumis au statut administratif et pécuniaire des membres du personnel administratif des établissements d'enseignement. »

CHAPITRE VI. — *Modifications au décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 41. Dans l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, le 4° est supprimé.

Art. 42. Dans l'article 6, § 4, alinéa 3, du même décret modifié par le décret du 17 juillet 1998, les termes « Le nombre global ne peut être supérieur à 400 » sont remplacés par les termes « Le nombre global ne peut être supérieur à 347. Toutefois, ce nombre est ramené à 326 lors de l'entrée en vigueur de l'article 71 du décret du 20 décembre 2001 visant à l'accélération des nominations des membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française. »

Art. 43. Un nouvel article 17*bis* libellé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 17*bis*. L'emploi dont est titulaire le membre du personnel en congé pour mission devient vacant lorsque la durée de ce congé est de six années consécutives.

Si un nouveau congé pour mission est accordé au membre du personnel sans qu'il n'ait repris l'exercice effectif de ses fonctions, pendant une année scolaire au moins, la durée de ce nouveau congé est cumulée avec celle du congé pour mission précédent.

Pour le calcul des six années consécutives visées à l'alinéa 1^{er}, est également pris en compte, tout congé autre que le congé politique, de maternité, d'accueil en vue de l'adoption ou de la tutelle officielle, pour activité syndicale, pour activité dans un cabinet ministériel, pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement autre que l'enseignement universitaire, pour maladie ou infirmité ou pour interruption de carrière, qui suit ou précède le congé pour mission sauf si entre ce dernier et l'autre congé, le membre du personnel a repris l'exercice effectif de ses fonctions pour une année scolaire au moins.

Les alinéas qui précèdent ne s'appliquent pas aux congés pour mission accordés auprès des cabinets ministériels de la Communauté française visés à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, aux congés pour mission accordés en vertu de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° à 4°, ni aux membres du personnel visés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 septembre 1994 fixant le nombre maximum de membres du personnel mis en congé pour mission et reconnus indispensables à l'organisation interne de l'enseignement de la Communauté française et des organes représentatifs de l'enseignement subventionné, en application de l'article 43*bis* de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'Éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements. »

Art. 44. Un nouvel article 17*ter* libellé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 17*ter*. Lors de sa reprise d'activité, le membre du personnel en congé pour mission soumis à l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, retrouve au sein de son établissement un emploi correspondant à la fonction pour laquelle il a été nommé si cet emploi est vacant et non occupé par un temporaire prioritaire.

Le membre du personnel en congé pour mission, soumis au décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné, ou au décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, retrouve son emploi s'il n'a pas été remplacé avant sa reprise d'activité par application de l'article 17*bis*, par un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif.

Le membre du personnel en congé pour mission visé par la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux ou par l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des

établissements d'enseignement primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat retrouve son emploi s'il n'a pas été remplacé avant sa reprise d'activité par application de l'article 17bis, par un membre du personnel, admis au stage, nommé ou engagé à titre définitif.

Le membre du personnel en congé pour mission soumis à la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, retrouve son emploi s'il n'a pas été remplacé avant sa reprise d'activité par application de l'article 17bis, par un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif.

Le membre du personnel en congé pour mission, soumis au décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, retrouve son emploi s'il n'a pas été remplacé avant sa reprise d'activité par application de l'article 17bis, par un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif. »

Art. 45. Un nouvel article 17quater libellé comme suit est inséré dans le même décret :

« Article 17quater. Le membre du personnel qui a été remplacé, conformément à l'article 17ter, est placé en disponibilité par défaut d'emploi le lendemain du jour où son congé pour mission prend fin. »

CHAPITRE VII. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996 créant des Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française*

Art. 46. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996 créant des Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française, les termes « soit par l'Administration de l'organisation des études » sont remplacés par les termes « soit par le Service général des affaires pédagogiques de la recherche en pédagogie et du pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française ».

Art. 47. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8. Le cadre de chacun des centres est fixé comme suit :

1° à Esneux

a) Directeur 1

b) Personnel auxiliaire d'éducation 8

Ces emplois sont accessibles aux titulaires des fonctions suivantes :

— surveillant-éducateur;

— surveillant-éducateur d'internat.

c) Correspondant-comptable 1

2° à Gouvy

a) Directeur 1

b) Personnel auxiliaire d'éducation 5

Ces emplois sont accessibles aux titulaires des fonctions suivantes :

— surveillant-éducateur;

— surveillant-éducateur d'internat.

c) Correspondant-comptable 1

3° à Marbehan

a) Directeur 1

b) Personnel auxiliaire d'éducation 6

Ces emplois sont accessibles aux titulaires des fonctions suivantes :

— surveillant-éducateur;

— surveillant-éducateur d'internat.

c) Personnel enseignant 5

Ces emplois sont accessibles aux titulaires des fonctions suivantes :

— instituteur(trice) maternel(le);

— instituteur(trice) primaire;

— professeur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;

— professeur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur.

d) Personnel paramédical 2

Ces emplois sont accessibles aux titulaires des fonctions suivantes :

— puéricultrice;

— infirmière;

— kinésithérapeute.

e) Correspondant-comptable 1

4° à Saint-Hubert

a) Directeur 1

b) Personnel auxiliaire d'éducation 7

Ces emplois sont accessibles aux titulaires des fonctions suivantes :

— surveillant-éducateur;

— surveillant-éducateur d'internat.

c) Personnel enseignant 1

Cet emploi est accessible aux titulaires des fonctions suivantes :

- instituteur(trice) maternel(le);
- instituteur(trice) primaire;
- professeur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;
- professeur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur.

d) Correspondant-comptable 1

5° à Wellin

a) Directeur 1

b) Personnel auxiliaire d'éducation 8

Ces emplois sont accessibles aux titulaires des fonctions suivantes :

- surveillant-éducateur;
- surveillant-éducateur d'internat.

c) Personnel enseignant 4

Ces emplois sont accessibles aux titulaires des fonctions suivantes :

- instituteur(trice) maternel(le);
- instituteur(trice) primaire;
- professeur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;
- professeur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur.

d) Correspondant-comptable 1

6° à Fleurus-Sivry-Rance

a) Directeur 1

b) Personnel enseignant 2

Ces emplois sont accessibles aux titulaires des fonctions suivantes :

- instituteur(trice) maternel(le);
- instituteur(trice) primaire;
- professeur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;
- professeur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur.

c) Correspondant-comptable 1

7° à Rochefort

a) Directeur 1

b) Personnel auxiliaire d'éducation 5

Ces emplois sont accessibles aux titulaires des fonctions suivantes :

- surveillant-éducateur;
- surveillant-éducateur d'internat.

c) Personnel enseignant 5

Ces emplois sont ventilés comme suit :

1° 3 unités pour l'enseignement maternel, primaire et secondaire du degré inférieur, accessibles aux titulaires des fonctions suivantes :

- instituteur(trice) maternel(le);
- instituteur(trice) primaire;
- professeur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;
- professeur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur.

2° 2 unités pour l'enseignement secondaire du degré supérieur, accessibles aux titulaires des fonctions suivantes :

- professeur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;
- professeur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur.

d) Correspondant-comptable 1

e) Rédacteur (ou premier rédacteur) 2

f) Commis dactylographe (ou premier commis dactylographe ou premier commis chef) 1

8° à Virton

a) Directeur 1

b) Personnel auxiliaire d'éducation 3

Ces emplois sont accessibles aux titulaires des fonctions suivantes :

- surveillant-éducateur;
- surveillant-éducateur d'internat.

c) Personnel enseignant 3,5

Ces emplois sont ventilés comme suit :

1° 2,5 unités pour l'enseignement maternel, primaire et secondaire du degré inférieur, accessibles aux titulaires des fonctions suivantes :

- instituteur(trice) maternel(le);
- instituteur(trice) primaire;
- professeur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;
- professeur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur.

2° 1 unité pour l'enseignement secondaire du degré supérieur, accessible aux titulaires des fonctions suivantes :

- professeur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;
- professeur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur.

d) Correspondant-comptable 1

9° à La Louvière

- a) Directeur 1
- b) Personnel auxiliaire d'éducation 3

Ces emplois sont accessibles aux titulaires des fonctions suivantes :

- surveillant-éducateur;
- surveillant-éducateur d'internat.

c) Correspondant-comptable 1

d) Commis dactylographe (ou premier commis dactylographe ou premier commis chef) 1

10° à Péruwelz

- a) Directeur 1
- b) Personnel auxiliaire d'éducation 5

Ces emplois sont accessibles aux titulaires des fonctions suivantes :

- surveillant-éducateur;
- surveillant-éducateur d'internat.

c) Personnel enseignant 3

Ces emplois sont ventilés comme suit :

1° 2 unités pour l'enseignement maternel, primaire et secondaire du degré inférieur, accessibles aux titulaires des fonctions suivantes :

- instituteur(trice) maternel(le);
- instituteur(trice) primaire;
- professeur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;
- professeur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur.

2° 1 unité pour l'enseignement secondaire du degré supérieur, accessible aux titulaires des fonctions suivantes :

- professeur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;
- professeur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur.

d) Correspondant-comptable 1

e) Commis dactylographe (ou premier commis dactylographe ou premier commis chef) 1

Les unités visées à l'alinéa 1^{er} sont exprimées en équivalent temps plein. »

Art. 48. Il est inséré dans le même arrêté un nouvel article *8bis* libellé comme suit :

« Article *8bis*. Les membres du personnel visés sous les rubriques « personnel enseignant », « personnel auxiliaire d'éducation » et « personnel paramédical » de l'article 8, doivent répondre aux conditions suivantes :

1° faire partie du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation ou du personnel paramédical visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité et être titulaire d'une fonction de recrutement en rapport avec l'emploi à conférer;

2° être nommés à titre définitif;

3° avoir obtenu un changement d'affectation conformément à la procédure visée à l'article *8quater*. »

Art. 49. Il est inséré dans le même arrêté un nouvel article *8ter* libellé comme suit :

« Article *8ter*. Il est institué une Commission d'affectation des centres chargée de remettre des avis au Gouvernement dans le cadre de la procédure visée à l'article *8quater*.

La Commission se compose :

1° du directeur général adjoint du Service général des affaires pédagogiques de la recherche en pédagogie et du pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française, président;

2° d'un inspecteur général;

3° du directeur du centre de dépaysement et de plein air concerné;

4° de trois membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française, désignés par les organisations représentant les enseignants du réseau de la Communauté française et affiliées à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du travail, chaque organisation disposant d'au moins un membre;

5° de 3 délégués du Gouvernement avec voix consultative.

La commission délibère à la majorité absolue des membres présents. En cas de parité de voix, la voix du président est prépondérante.

La commission établit son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est approuvé par le Gouvernement. »

Art. 50. Il est inséré dans le même arrêté un nouvel article *8quater* libellé comme suit :

« Article *8quater*. § 1^{er}. Dans les dix jours de la vacance d'un emploi visé sous les rubriques « personnel enseignant », « personnel auxiliaire d'éducation » et « personnel paramédical » de l'article 8, le directeur de centre la notifie au Gouvernement afin qu'il soit proposé au changement d'affectation.

En cas d'absence de plus d'un mois d'un membre du personnel définitivement affecté à un emploi visé sous les rubriques « personnel directeur et enseignant », « personnel auxiliaire d'éducation » et « personnel paramédical » de l'article 8, le directeur de centre peut proposer au Gouvernement de l'ouvrir au changement d'affectation.

Selon les besoins du centre, la Commission d'affectation des centres précise au Gouvernement, pour les emplois visés sous les rubriques « personnel enseignant », « personnel auxiliaire d'éducation » et « personnel paramédical » de l'article 8, la fonction et/ou la spécificité de la fonction à laquelle doit être nommé le candidat au changement d'affectation.

§ 2. Dès qu'il a connaissance de la vacance ou de la libération temporaire d'un emploi visé sous les rubriques « personnel enseignant », « personnel auxiliaire d'éducation » et « personnel paramédical » de l'article 8, le Gouvernement peut lancer un appel aux candidats à un changement d'affectation par avis inséré au *Moniteur belge*.

Cet avis indique les conditions requises dans le chef des candidats ainsi que les formes et délais dans lesquels les demandes de changement d'affectation doivent être introduites.

§ 3. Le membre du personnel qui désire obtenir un changement d'affectation au sein du centre introduit, par pli recommandé, une demande motivée auprès du Gouvernement dans le délai fixé par l'appel visé au § 2. Il en adresse copie au président de la Commission d'affectation des centres dans le même délai.

Le Gouvernement accorde le changement d'affectation sur avis favorable de la Commission d'affectation des centres. Celle-ci transmet son avis au Gouvernement dans le mois de la réception de la copie de la demande de changement d'affectation.

§ 4. Le membre du personnel qui a obtenu un changement d'affectation dans un emploi temporairement disponible est définitivement affecté dans l'emploi qu'il occupe au sein du Centre le premier jour du mois qui suit la notification visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}. »

Art. 51. Il est inséré dans le même arrêté un nouvel article 8*quinquies* libellé comme suit :

« Article 8*quinquies*. Si les emplois visés sous les rubriques « personnel auxiliaire d'éducation » de l'article 8 ne peuvent être pourvus à due concurrence selon la procédure fixée à l'article 8*ter*, le Gouvernement peut désigner à ces postes des membres du personnel temporaire. »

Art. 52. Il est inséré dans le même arrêté un nouvel article 8*sexies* libellé comme suit :

« Article 8*sexies*. Les membres du personnel visés sous les rubriques « personnel enseignant », « personnel auxiliaire d'éducation » et « personnel paramédical » de l'article 8 et affectés définitivement au centre qui souhaitent obtenir un changement d'affectation dans un établissement d'enseignement, doivent introduire leur demande conformément à la procédure fixée par l'article 48 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité. »

Art. 53. L'article 9 du même arrêté complété et modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 novembre 1997, est abrogé.

Art. 54. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 10. La fonction de directeur d'un centre de dépaysement et de plein air est accessible aux membres du personnel titulaires de l'une des fonctions de recrutement suivantes :

1. instituteur(trice) maternel(le);
2. instituteur(trice) primaire;
3. professeur de cours généraux, professeur de morale, professeur de cours spéciaux, professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle, professeur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;
4. surveillant-éducateur;
5. surveillant-éducateur d'internat. »

Art. 55. Il est inséré dans le même arrêté un nouvel article 10*bis* libellé comme suit :

« Article 10*bis*. Les membres du personnel visés à l'article 10 doivent répondre aux conditions suivantes :

1. être titulaires à titre définitif d'une fonction à prestations complètes dans l'enseignement de la Communauté française;
2. être porteurs du titre requis pour l'une des fonctions visées à l'article 10;
3. compter une ancienneté de service de 10 années au moins et une ancienneté de fonction de 6 ans au moins dans l'enseignement de la Communauté française.

Cette ancienneté de service et cette ancienneté de fonction sont calculées conformément à l'article 85, *a, b, c, d, e* et *f* de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel dans l'enseignement de l'Etat;

4. avoir obtenu la mention « BON » au dernier bulletin de signalement et au dernier rapport d'inspection.

En l'absence de bulletin de signalement ou de rapport d'inspection, le membre du personnel est réputé bénéficier de la mention « BON »;

5. introduire sa candidature dans la forme et le délai fixés par l'appel aux candidats. »

Art. 56. Il est inséré dans le même arrêté un nouvel article 10*ter* libellé comme suit :

« Article 10*ter*. Les candidats à la fonction de directeur d'un centre de dépaysement et de plein air sont classés dans l'ordre de leurs mérites par un jury constitué par le Gouvernement.

Pour classer les candidats, le jury prend en considération les bulletins de signalement, les rapports d'inspection et tous les éléments apportés par le candidat qui ont contribué à lui assurer une formation et une expérience qui répondent au profil de la fonction à conférer. »

Art. 57. L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 11. Le directeur d'un centre de dépaysement et de plein air est nommé par le Gouvernement. »

Art. 58. Il est inséré dans le même arrêté un nouvel article 11*bis* libellé comme suit :

« Article 11*bis*. Les membres du personnel administratif sont soumis au statut administratif et pécuniaire des membres du personnel administratif des établissements d'enseignement. »

Art. 59. Les articles 15, 16 et 17 du même arrêté sont abrogés.

Art. 60. L'article 17bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 novembre 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 17bis. Pour l'application des dispositions réglementaires statutaires, non contraires aux articles qui précèdent, le centre est assimilé à un établissement d'enseignement et le directeur du centre est assimilé à un chef d'établissement d'enseignement.

A cet égard :

a) Les membres du personnel visés sous les rubriques « personnel enseignant », « personnel auxiliaire d'éducation » et « personnel paramédical » de l'article 8, restent régis par les dispositions réglementaires, non contraires aux articles qui précèdent, relatives au statut administratif et pécuniaire qui leur étaient applicables avant l'obtention de leur changement d'affectation au sein du centre conformément à l'article 8quater,

b) le directeur du centre reste régi par les dispositions réglementaires, non contraires aux articles qui précèdent, relatives au statut administratif et pécuniaire qui lui étaient applicables avant sa nomination au sein du centre. »

Art. 61. Dans l'article 18 du même arrêté, les termes « rang 13 de la Direction générale de l'organisation des études » sont remplacés par les termes « rang 12 du Service général des affaires pédagogiques de la recherche en pédagogie et du pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française ».

Art. 62. Dans l'article 22, alinéa 2, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

a) le 1. est remplacé par la disposition suivante :

« 1. le Directeur du centre; »;

b) au 2., les termes « et un surveillant éducateur d'internat » sont remplacés par les termes « et un membre du personnel auxiliaire d'éducation ».

Art. 63. Dans l'article 22bis du même arrêté inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 novembre 1997, sont apportées les modifications suivantes :

a) dans l'alinéa 2 :

1° le 1 est remplacé par la disposition suivante :

« 1., le Directeur du centre; »

2° au 2., les termes « et un surveillant éducateur d'internat » sont remplacés par les termes « et un membre du personnel auxiliaire d'éducation »;

b) dans l'alinéa 3, les termes « l'inspecteur général de l'enseignement supérieur » sont remplacés par les termes « l'inspecteur visé au point 3 le plus âgé ».

CHAPITRE VIII. — Modifications au décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection

Art. 64. Un chapitre IIbis libellé comme suit est inséré dans le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection :

« CHAPITRE IIbis. — De la fonction de promotion de directeur d'un Centre de dépaysement et de plein air

Article 7bis. La fonction de promotion de directeur d'un centre de dépaysement et de plein air peut être exercée par des membres du personnel de l'enseignement maternel, primaire ou fondamental et par des membres du personnel de l'enseignement secondaire du degré inférieur. »

Art. 65. Dans l'article 8, alinéa 2, du même décret modifié par le décret du 19 juillet 2001, les termes « ou de directeur d'un centre d'autoformation et de formation continuée » sont remplacés par les termes «, de directeur d'un centre d'autoformation et de formation continuée ou de directeur d'un centre de dépaysement et de plein air. »

Art. 66. Dans l'article 34 du même décret modifié par le décret du 19 juillet 2001, les termes « et de directeur d'un centre d'autoformation et de formation continuée » sont remplacés par les termes «, de directeur d'un centre d'autoformation et de formation continuée et de directeur d'un centre de dépaysement et de plein air. »

Art. 67. Dans l'article 40 du même décret modifié par le décret du 19 juillet 2001, les termes « et de directeur d'un centre d'autoformation et de formation continuée » sont remplacés par les termes «, de directeur d'un centre d'autoformation et de formation continuée et de directeur d'un centre de dépaysement et de plein air. »

CHAPITRE IX. — Dispositions transitoires

Art. 68. Les membres du personnel en congé pour mission auprès de l'Ecole internationale du SHAPE de Belgique et y exerçant une fonction de recrutement à la date d'entrée en vigueur du présent décret sont réputés nommés et affectés dans l'emploi qu'ils occupent.

Les membres du personnel en congé pour mission auprès de l'Ecole internationale du SHAPE de Belgique et y exerçant une fonction de sélection à la date d'entrée en vigueur du présent décret sont chargés provisoirement de l'exercice de cette fonction.

Les membres du personnel en congé pour mission auprès de l'Ecole internationale du SHAPE de Belgique, y exerçant une fonction de promotion à la date d'entrée en vigueur du présent décret :

a) sont réputés nommés et affectés dans l'emploi qu'ils occupent, s'ils détiennent le brevet de promotion afférent à cette fonction;

b) sont chargés provisoirement de l'exercice de cette fonction dans le cas contraire.

Art. 69. Les membres du personnel en congé pour mission, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, au sein des centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française, sont réputés nommés au sein de ces derniers dans leur fonction de nomination à la date du 1^{er} février 2002 sauf demande écrite contraire de leur part adressée au Gouvernement dans les 15 jours de l'entrée en vigueur du présent décret.

Les chargés de mission exerçant, à la date d'entrée en vigueur du présent décret la tâche de la direction de chacun des centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française sont réputés nommés à la fonction de directeur d'un centre de dépaysement et de plein air à la date du 1^{er} février 2002 sauf demande écrite contraire de leur part adressée au Gouvernement dans les 15 jours de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 70. Les membres du personnel en congé pour mission, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, au sein du centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française sont réputés nommés au sein de ces derniers dans leur fonction de nomination à la date du 1^{er} février 2002 sauf demande écrite contraire de leur part adressée au Gouvernement dans les 15 jours de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 71. Les membres du personnel en congé pour mission, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, au sein du centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française dans un emploi visé à l'article 30, a, sont réputés nommés au sein de ces derniers dans leur fonction de nomination le trentième jour qui suit l'entrée en vigueur de la présente disposition sauf demande écrite contraire de leur part adressée au Gouvernement dans les 15 jours de l'entrée en vigueur de la présente disposition ou sauf décision contraire du Gouvernement motivée sur la base du rapport d'activités établi par l'administration, sur la manière de servir établie par le directeur du centre et sur le volume et la qualité de la production interne des membres du personnel concernés.

Les membres du personnel en congé pour mission au centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française, à la date d'entrée en vigueur de la présente disposition, dans un emploi visé à l'article 30, b, restent en congé pour mission.

Art. 72. Les congés pour mission visés aux articles 43 à 45 accordés avant la date d'entrée en vigueur du présent décret tombent sous l'application desdits articles.

Les membres du personnel concernés peuvent, dans les 30 jours de l'entrée au vigueur du présent décret, adresser une demande écrite au Gouvernement pour mettre fin à leur mission. Dans ce cas cette dernière prend fin à son terme prévu et en tout cas au plus tard le 31 août 2002.

Art. 73. Les membres du personnel qui introduisent la demande écrite visée aux articles 69 et 70 auprès du Gouvernement, reprennent leurs fonctions dans leur établissement d'origine le 1^{er} septembre 2002.

Les membres du personnel qui introduisent la demande écrite visée à l'article 71 auprès du Gouvernement, reprennent leurs fonctions dans leur établissement d'origine le 1^{er} septembre qui suit.

CHAPITRE X. — *Disposition abrogatoire*

Art. 74. L'arrêté royal du 10 octobre 1969 fixant les modalités d'exécution de l'accord concernant l'organisation internationale dénommée « Ecole internationale du SHAPE en Belgique » est abrogé.

CHAPITRE XI. — *Disposition finale*

Art. 75. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} février 2002 à l'exception des articles 29, 30, 35, 36, 37, 38, 39 et 71 pour lesquels le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 20 décembre 2001.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,

Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,

R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme N. MARECHAL.

Note

(1) *Session 2001-2002.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 223-1. — Amendements de commissions, n° 223-2. — Rapport, n° 223-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 18 décembre 2001.

VERTALING

N. 2002 — 362

[C - 2002/29066]

20 DECEMBER 2001. — Decreet tot bespoediging van de benoemingen van de personeelsleden uit het onderwijs van de Franse Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging aan het koninklijk besluit van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen*

Artikel 1. Artikel 7 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd door het koninklijk besluit van 15 juli 1969, wordt als volgt aangevuld :

« 13. directeur van een recreatie- en openluchtcentrum. »

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

Art. 2. In artikel 14ter van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, ingevoegd door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1993, gewijzigd door de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 juli 1994 en 9 januari 1996, aangevuld door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 en gewijzigd door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 april 1999 en door het decreet van 29 maart 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid van § 2 :

1. 3° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° vier leden aangeduid door de vakbondsorganisaties die de leerkrachten van het net van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen en aangesloten zijn bij vakbondsorganisaties die zetelen in de Nationale Arbeidsraad, waarin elkeen van deze organisaties minstens één vertegenwoordiger telt. »

2. er wordt een 6° toegevoegd, luidend als volgt :

« 6° drie Regeringsafgevaardigden met raadgevende stem. »

b) het vijfde lid van § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De commissie stelt haar huishoudelijk reglement op. Dit wordt goedgekeurd door de Regering.

De commissie stelt, in samenwerking met de voorzitters van de zonale affectatiecommissies, het gemeenschappelijk huishoudelijk reglement van deze instanties op. Dit laatste wordt eveneens door de Regering goedgekeurd. »

Art. 3. In artikel 14quater van hetzelfde besluit, ingevoegd door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1993, gewijzigd door de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 juli 1994, 9 januari 1996, 12 januari 1998 en 29 april 1999 en door het decreet van 29 maart 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid van § 2 :

1. 3° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° vier leden aangeduid door de vakbondsorganisaties die de leerkrachten van het net van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen en aangesloten zijn bij vakbondsorganisaties die zetelen in de Nationale Arbeidsraad, waarin elkeen van deze organisaties minstens één vertegenwoordiger telt. »

2. er wordt een 4° toegevoegd, luidend als volgt :

« 4° drie Regeringsafgevaardigden met raadgevende stem. »

b) het laatste lid van § 3 wordt geschrapt.

Art. 4. Artikel 31, vierde lid, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 juli 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In de kandidaatstelling wordt vermeld in welke affectatiezone(s) het personeelslid vraagt te worden aangesteld als prioritaire tijdelijke. Ook de volgorde van de inrichtingen waarnaar het personeelslid wenst te worden geaffecteerd, wordt hierin vermeld. De kandidaat preciseert of hij aangesteld wenst te worden in een niet vacante betrekking. »

Art. 5. Artikel 37 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1993 en gewijzigd door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 juli 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De prioritaire tijdelijken worden aangesteld door de Regering naar rato van een aantal betrekkingen die zij per ambt vastlegt na het advies te hebben ingewonnen van de zonale affectatiecommissie en van de interzonale affectatiecommissie.

Dit advies vermeldt, per zone, per inrichting en per ambt :

1° het totaal aantal vacante betrekkingen, ongeacht het aantal uren waaruit deze betrekkingen bestaan, met verduidelijking van dit aantal uren per betrekking;

2° het aantal vacante betrekkingen dat deze instanties voorstellen om toe te kennen aan prioritaire tijdelijken. Dit voorstel wordt voor iedere betrekking met redenen omkleed;

3° het aantal niet vacante betrekkingen dat deze instanties voorstellen om toe te kennen aan prioritaire tijdelijken. Dit voorstel wordt voor iedere betrekking met redenen omkleed.

De kandidaten worden in de volgorde van het klassement in dienst opgeroepen in de hoedanigheid van prioritaire tijdelijke in een van de inrichtingen van de zone of een van de zones waar hen de erkenning in de hoedanigheid van prioritaire tijdelijke wordt gevraagd. »

Art. 6. Artikel 45, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 juli 1994 en gewijzigd door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 januari 1996, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Vanaf 1 september 2005 wordt de prioritaire tijdelijke vast benoemd op 1 januari die volgt op zijn aanstelling als prioritaire tijdelijke, indien de betrekking die hij uitoefent bestaat uit minstens een derde van het minimum aantal uren dat vereist is om een ambt met volledige dagtaak te vormen en indien deze betrekking nog steeds vacant is op deze dag nadat de betrokken zonale Affectatiecommissie alsook de interzonale Affectatiecommissie zijn overgegaan tot de statutaire procedures, respectievelijk vermeld in artikelen 14ter en 14quater van dit besluit.

Wanneer de bekendmaking van de in artikel 17bis van dit besluit bedoelde openstelling van de betrekking plaats heeft na 1 januari, wordt de prioritaire tijdelijke vast benoemd op 1 juli daaropvolgend voorzover hij op die dag een vacante betrekking uitoefent bestaande uit minstens een derde van het minimum aantal uren om een ambt met volledige dagtaak te vormen en dat de betrokken zone Affectatiecommissie alsook de interzonale Affectatiecommissie tussen 1 januari en 1 juli zijn bijeengekomen.

In de veronderstelling dat meerdere prioritaire tijdelijken hetzelfde ambt uitoefenen in eenzelfde inrichting en dat er een betrekking van dit ambt vacant wordt, wordt de best gerangschikte prioritaire tijdelijke vast benoemd in deze betrekking.

§ 2. Tot 1 september 2005 wordt de prioritaire tijdelijke evenwel vast benoemd op 1 januari volgend op zijn aanstelling als prioritaire tijdelijke, indien de betrekking die hij uitoefent minstens bestaat uit de helft van het minimum aantal uren om een ambt met volledige dagtaak te vormen en indien deze betrekking nog steeds vacant is op deze dag nadat de betrokken zone Affectatiecommissie alsook de interzonale Affectatiecommissie zijn overgegaan tot de statutaire procedures, respectievelijk vermeld in artikelen 14ter en 14quater van dit besluit.

Wanneer de bekendmaking van de in artikel 17bis van dit besluit bedoelde openstelling van de betrekking plaats heeft na 1 januari wordt de prioritaire tijdelijke vast benoemd op 1 juli daaropvolgend voorzover hij op die dag een vacante betrekking uitoefent bestaande uit minstens de helft van het minimum aantal uren om een ambt met volledige dagtaak te vormen en dat de betrokken zone Affectatiecommissie alsook de interzonale Affectatiecommissie tussen 1 januari en 1 juli zijn bijeengekomen.

In de veronderstelling dat meerdere prioritaire tijdelijken hetzelfde ambt uitoefenen in eenzelfde inrichting en dat er een betrekking van dit ambt vacant wordt, wordt de best gerangschikte prioritaire tijdelijke vast benoemd in deze betrekking.

De Regering kan, op verzoek van de betrokkene of van een zonale commissie, na het advies te hebben ingewonnen van de interzonale Affectatiecommissie, een prioritaire tijdelijke vast benoemen in het ambt dat hij uitoefent en in een vacante betrekking die bestaat uit minstens de helft van het minimum aantal uren om een ambt met volledige dagtaak te vormen. De betrekking moet evenwel bestaan uit minstens een derde van het minimum aantal uren om een ambt met volledige dagtaak te vormen.

§ 3. Voor de toepassing van voorgaande paragrafen moeten de betrekkingen van kleuteronderwijzer(es) in het lager onderwijs, van onderwijzer(es) in het basisonderwijs, van studiemeester-opvoeder in een internaat, bestaan uit ofwel de helft van het minimum aantal uren om een ambt met volledige dagtaak te vormen, ofwel uit het minimum aantal uren om een ambt met volledige dagtaak te vormen. »

Art. 7. Artikel 93 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 16 februari 1983, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De openstaande betrekking van het toe te kennen bevorderingsambt wordt meegedeeld aan de personeelsleden middels een bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

In dit bericht worden de voorwaarden vermeld waaraan de kandidaten voor het ambt moeten voldoen, alsook de vorm en termijn waarbinnen de kandidaatstellingen dienen te gebeuren. »

Art. 8. Artikel 102bis en 102ter van hetzelfde besluit, ingevoegd door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 april 1995, worden opgeheven.

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de inrichtingen van de Franse Gemeenschap

Art. 9. Artikel 11 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de inrichtingen van de Franse Gemeenschap wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De toelating tot de stage voor het ambt van godsdienstleermeester of godsdienstleraar kan slechts gebeuren indien de betrekking van het te begeven ambt vacant is en minstens bestaat uit de helft van het minimum aantal uren om een ambt met volledige dagtaak te vormen.

De Regering kan, op verzoek van de godsdienstoverste, de godsdienstleermeester of godsdienstleraar tot de stage toelaten in een vacante betrekking die minstens bestaat uit de helft van het minimum aantal uren om een ambt met volledige dagtaak te vormen. De betrekking moet evenwel minstens bestaan uit minstens een derde van het minimum aantal uren om een ambt met volledige dagtaak te vormen.

Voor de protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst kan de toelating tot de stage slechts geschieden als de betrekking van het te begeven ambt vacant is en bestaat uit minstens het zesde van het minimum aantal uren om een ambt met volledige dagtaak te vormen. »

Art. 10. In artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 3 juni 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) 5° van het eerste lid wordt geschrapt ;
- b) het tweede lid wordt geschrapt.

Art. 11. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 12. In artikel 14, a, van hetzelfde besluit wordt het tweede lid geschrapt.

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen aan het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 april 1995 tot oprichting van een technisch-pedagogisch centrum voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap

Art. 13. In artikel 4, § 1, van het het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 april 1995 tot oprichting van een technisch-pedagogisch centrum voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, gewijzigd door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 mei 1999, wordt het vijfde lid vervangen door de volgende bepaling :

« Hij brengt een advies uit over de aanvragen tot affectatiewijziging van de leden van het onderwijzend personeel in het raam van de procedures bedoeld in artikelen 18bis en 18ter. »

Art. 14. In artikel 4, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd door de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1996 en 2 juni 1997, worden de woorden "van de algemene directie van de organisatie van het onderwijs" vervangen door de woorden "van de Algemene Dienst pedagogische zaken van het pedagogisch onderzoek en van de besturing van het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs".

Art. 15. Artikel 6, 3°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° Leerkrachten algemene vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad : 3 voltijds equivalenten als volgt opgesplitst :

- a) Leraar algemene vakken (biologie-chemie) : 2 voltijds equivalenten;
- b) Leraar algemene vakken (fysica) : 1 voltijds equivalent.

Art. 16. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 17. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 8. De betrekking van directeur van een technisch-pedagogisch centrum kan worden begeven door een personeelslid, titularis van een van onderstaande wervings- en selectieambten :

- 1. leraar algemene vakken, leraar zedenleer, leraar bijzondere vakken, leraar technische vakken, praktijkleraar, leraar technische vakken en beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs;
- 2. werkmeester;
- 3. provisor, onderdirecteur. »

Art. 18. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 10. De kandidaten voor het ambt van directeur van het technisch-pedagogisch centrum worden gerangschikt volgens hun verdiensten door een door de Regering samengestelde examencommissie.

Bij die rangschikking houdt men rekening met de beoordelingsstaten, de inspectieverslagen en alle door de kandidaat aangevoerde gegevens waaruit een vorming en een ervaring blijken die met het profiel van het te begeven ambt overeenstemmen. »

Art. 19. In artikel 12 van hetzelfde besluit wordt de tweede zin geschrapt.

Art. 20. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 13. De titularissen van een van onderstaande wervings- of selectieambten hebben toegang tot de betrekking van werkmeester in een technisch-pedagogisch centrum :

- 1. leraar technische vakken, praktijkleraar, leraar technische vakken en beroepspraktijk, benoemd in de lagere graad van het secundair onderwijs, in de hogere graad van het secundair onderwijs of in de ene en de andere graad;
- 2. werkmeester. »

Art. 21. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 15. De kandidaten voor het ambt van werkmeester van een technisch-pedagogisch centrum worden gerangschikt volgens hun verdiensten door een door de Regering samengestelde commissie.

Bij die rangschikking houdt men rekening met de beoordelingsstaten, de inspectieverslagen en alle door de kandidaat aangevoerde gegevens waaruit een vorming en een ervaring blijken die met het profiel van het te begeven ambt overeenstemmen. »

Art. 22. Er wordt in hetzelfde besluit een nieuw artikel 15bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 15bis. De in artikel 15 bedoelde Commissie is samengesteld uit een voorzitter gekozen onder de ambtenaren-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap, uit vier leden gekozen onder de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, houder van een selectie- of bevorderingsambt en uit vier leden van het personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, houder van een selectie- of bevorderingsambt gekozen op voordracht van de organisaties die de leerkrachten van het net van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen en aangesloten zijn bij vakbondsorganisaties die zetelen in de Nationale Arbeidsraad, waarin iedere organisatie minstens een lid telt.

Voor ieder werkend lid wordt een plaatsvervanger aangeduid die wordt gekozen volgens dezelfde criteria als het werkend lid dat hij vervangt.

De voorzitter, de werkende leden en de plaatsvervangers worden benoemd door de Regering. De samenstelling van de Commissie wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

De Commissie wordt bijgestaan door een secretaris die is aangesteld door de Regering onder de ambtenaren van het ministerie. De secretaris is niet stemgerechtigd.

De Commissie beraadt slechts geldig als minstens twee derde van de leden aanwezig is. »

Art. 23. In artikel 17 van hetzelfde besluit wordt de tweede zin geschrapt.

Art. 24. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 18. De in artikel 6, 3°, bedoelde personeelsleden moeten voldoen aan de volgende voorwaarden :

- 1° deel uitmaken van het bestuurs- en onderwijzend personeel, bedoeld in artikel 1 van voormeld koninklijk besluit van 22 maart 1969 en respectievelijk houder zijn van het wervingsambt van leraar algemene vakken (biologie-chemie) of van leraar algemene vakken (fysica) in het hoger secundair onderwijs;
- 2° vast benoemd zijn;
- 3° een affectatiewijziging hebben bekomen overeenkomstig de in artikel 18bis bedoelde procedure. »

Art. 25. Er wordt in hetzelfde besluit een nieuw artikel 18bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 18bis. § 1. Binnen de tien dagen na de openstelling van een betrekking bedoeld in artikel 6, 3°, brengt de Beheerraad dit ter kennis van de Regering zodat deze kan worden voorgesteld voor de affectatiewijziging.

Als een personeelslid dat definitief toegewezen is aan een betrekking zoals bedoeld in artikel 6, 3°, langer afwezig is dan een maand, kan de Beheerraad de Regering voorstellen deze open te stellen voor een affectatiewijziging.

§ 2. Zodra de Regering weet heeft van de openstelling of de tijdelijke vrijmaking van een betrekking, bedoeld in artikel 6, 3°, kan zij een oproep doen tot kandidaten voor een affectatiewijziging middels een bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

Dit bericht vermeldt de voorwaarden waaraan de kandidaten moeten voldoen alsook de vormen en termijnen voor het indienen van de aanvragen om affectatiewijziging.

§ 3. Het personeelslid dat een affectatiewijziging wenst te bekomen binnen het centrum dient, per aangetekende brief, een gemotiveerd verzoek in bij de Regering binnen de termijn bepaald in de oproep bedoeld in § 2. Hij stuurt hiervan een kopie aan de Beheerraad binnen dezelfde termijn.

De Regering stemt in met de affectatiewijziging na gunstig advies van de Beheerraad. Deze laatste bezorgt dit advies aan de Regering binnen een termijn van een maand vanaf de ontvangst van de kopie van de aanvraag om affectatiewijziging.

§ 4. Het personeelslid dat een affectatiewijziging heeft bekomen in een tijdelijk beschikbare betrekking wordt definitief aangesteld in de betrekking die hij uitoefent binnen het centrum op de eerste dag van de maand die volgt op de bekendmaking zoals bedoeld in § 1, eerste lid.

§ 5. Voor de volbrenging van de opdrachten die hem in dit artikel worden toegewezen, wordt de Beheerraad uitgebreid met drie personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, aangeduid door de organisaties die de leerkrachten van het net van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen en aangesloten zijn bij de vakbondsorganisaties die zetelen in de Nationale Arbeidsraad, waarin iedere organisatie minstens een lid telt. »

Art. 26. Er wordt in hetzelfde besluit een nieuw artikel 18ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 18ter. De in artikel 6, 3°, bedoelde personeelsleden die definitief toegewezen zijn aan het Centrum en die een affectatiewijziging willen in een onderwijsinrichting, moeten hun aanvraag indienen overeenkomstig de procedure die is vastgelegd in artikel 48 van voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969. »

Art. 27. Er wordt in hetzelfde besluit een nieuw artikel 18quater ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 18quater. Voor de toepassing van de statutaire reglementaire bepalingen, die niet strijdig zijn met voorgaande artikelen, wordt het Centrum gelijkgesteld met een onderwijsinrichting en is de directeur van het Centrum gelijkgesteld met een hoofd van een onderwijsinrichting.

Vanuit deze optiek :

a) blijven de in artikel 6, 3°, bedoelde personeelsleden onderworpen aan de reglementaire bepalingen, die niet strijdig zijn met voorgaande artikelen, betreffende het geldelijk en administratief statuut die op hen van toepassing waren vóór hun affectatiewijziging naar het Centrum overeenkomstig artikel 18bis;

b) blijven de directeur van het Centrum en de werkmeester van het Centrum onderworpen aan de reglementaire bepalingen, die niet strijdig zijn met voorgaande artikelen, betreffende het geldelijk en administratief statuut die op hen van toepassing waren vóór hun benoeming op het Centrum. »

Art. 28. Er wordt in hetzelfde besluit een nieuw artikel 18quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 18quinquies. De leden van het administratief personeel zijn onderworpen aan het administratief en geldelijk statuut van de leden van het administratief personeel van de onderwijsinrichtingen. »

HOOFDSTUK V. — Wijzigingen aan het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 april 1995 tot oprichting van een "Centre d'auto-formation et de formation continue" voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap

Art. 29. In artikel 5, § 1, van het het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 april 1995 tot oprichting van een "Centre d'auto-formation et de formation continue" voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, gewijzigd door het decreet van 24 juli 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het vijfde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Hij brengt een advies uit over de aanvragen tot affectatiewijziging van de leden van het onderwijzend personeel in het raam van de procedures bedoeld in artikelen 12ter en 12quater. »

2° er wordt, tussen het vijfde en zesde lid, een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Hij stelt de aanstelling van de opdrachthouders aan de Regering voor binnen de perken opgelegd in hierna vermeld artikel 13. »

Art. 30. In artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) er wordt tussen 1° en 2° een nieuwe bepaling 1°bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 1°bis. Onderwijzend personeel en opvoedend hulppersoneel : 21 eenheden, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, als volgt opgesplitst :

a) een eenheid voor het gewoon kleuteronderwijs (kleuteronderwijzer(es));

b) twee eenheden voor het gewoon lager onderwijs (onderwijzer(es));

c) een eenheid voor het buitengewoon basisonderwijs (kleuteronderwijzer(es) of onderwijzer(es));

d) een eenheid voor het buitengewoon secundair onderwijs;

e) twaalf eenheden voor het secundair onderwijs van de lagere en hogere graad (leraars algemene vakken);

f) een eenheid voor het secundair onderwijs van de lagere en hogere graad (leraars technische vakken, praktijkleraars, leraars technische vakken en beroepspraktijk);

g) een eenheid voor het secundair onderwijs van de lagere en hogere graad (leraars bijzondere vakken);

h) een eenheid voor het onderwijs voor sociale promotie;

i) een eenheid voor het opvoedend hulppersoneel. »

b) 2° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° Opdrachthouders : 8 eenheden, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, als volgt opgesplitst :

a) 5 eenheden voor het secundair onderwijs van de lagere en hogere graad (leraars algemene vakken);

b) een eenheid voor het secundair onderwijs van de lagere en hogere graad (leraars technische vakken, praktijkleraars, leraars technische vakken en beroepspraktijk);

c) een eenheid voor het onderwijzend personeel van de hogescholen;

d) een eenheid voor het technisch personeel van de PMS-centra. »

Art. 31. Artikel 7 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 32. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 8. De betrekking van directeur van een 'Centre d'autoformation et de formation continuée' kan worden bevestigd door een personeelslid, titularis van een van onderstaande wervings- of selectieambten :

1. leraar algemene vakken, leraar zedenleer, leraar bijzondere vakken, leraar technische vakken, praktijkleraar, leraar technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de hogere graad;

2. werkmeester;

3. provisor of onderdirecteur. »

Art. 33. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 10. De kandidaten voor het ambt van directeur van het "Centre d'autoformation et de formation continuée" worden gerangschikt volgens hun verdiensten door een door de Regering samengestelde examencommissie.

Bij die rangschikking houdt men rekening met de beoordelingsstaten, de inspectieverslagen en alle door de kandidaat aangevoerde gegevens waaruit een vorming en een ervaring blijken die met het profiel van het te bevestigen ambt overeenstemmen. »

Art. 34. In artikel 12 van hetzelfde besluit wordt de tweede zin geschrapt.

Art. 35. Er wordt in hetzelfde besluit een nieuwe artikel 12*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 12*bis*. De in artikel 6, 1°, bedoelde personeelsleden moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° respectievelijk deel uitmaken van het bestuurs- en onderwijzend personeel of van het opvoedend hulppersoneel, bedoeld in artikel 1 van voormeld koninklijk besluit van 22 maart 1969, en houder zijn van een wervingsambt dat verband houdt met de te bevestigen betrekking;

2° vast benoemd zijn;

3° een affectatiewijziging hebben bekomen overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 12*ter*. »

Art. 36. Er wordt in hetzelfde besluit een nieuw artikel 12*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 12*ter*. § 1. Binnen de tien dagen na de openstelling van een betrekking bedoeld in artikel 6, 1° *bis*, brengt de Beheerraad dit ter kennis van de Regering zodat deze kan worden voorgegedragen voor de affectatiewijziging.

Als een personeelslid dat definitief toegewezen is aan een betrekking zoals bedoeld in artikel 6, 1° *bis*, langer afwezig is dan een maand, kan de Beheerraad de Regering voorstellen deze betrekking open te stellen voor een affectatiewijziging.

Naargelang de behoeften van het Centrum specificeert de Beheerraad voor de in artikel 6, 1° *bis*, bedoelde betrekkingen het ambt en/of de bijzondere kenmerken van het ambt waarin de kandidaat voor de affectatiewijziging benoemd moet worden.

§ 2. Zodra de Regering weet heeft van de openstelling of de tijdelijke vrijmaking van een betrekking, bedoeld in artikel 6, 1° *bis*, kan zij een oproep doen tot kandidaten voor een affectatiewijziging middels een bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

Dit bericht vermeldt de voorwaarden waaraan de kandidaten moeten voldoen alsook de vormen en termijnen voor het indienen van de affectatiewijzigingen.

§ 3. Het personeelslid dat een affectatiewijziging wenst te bekomen binnen het centrum dient, per aangetekende brief, een gemotiveerd verzoek in bij de Regering binnen de termijn bepaald in de oproep bedoeld in § 2. Hij stuurt hiervan een kopie naar de Beheerraad binnen dezelfde termijn.

De Regering stemt in met de affectatiewijziging na gunstig advies van de Beheerraad. Deze laatste bezorgt dit advies aan de Regering binnen een termijn van een maand vanaf de ontvangst van de kopie van de aanvraag om affectatiewijziging.

§ 4. Het personeelslid dat een affectatiewijziging heeft bekomen in een tijdelijk beschikbare betrekking wordt definitief aangesteld in de betrekking die hij uitoefent binnen het centrum op de eerste dag van de maand die volgt op de bekendmaking zoals bedoeld in § 1, eerste lid.

§ 5. Voor de volbrenging van de opdrachten die hem in dit artikel worden toegewezen, wordt de Beheerraad uitgebreid met drie personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, aangeduid door de organisaties die de leerkrachten van het net van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen en aangesloten zijn bij de vakbondsorganisaties die zetelen in de Nationale Arbeidsraad, waarin iedere organisatie minstens een lid telt. »

Art. 37. Er wordt in hetzelfde besluit een nieuw artikel 12*quater* ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 12*quater*. De in artikel 6, 1° *bis*, bedoelde personeelsleden die definitief toegewezen zijn aan het Centrum en die een affectatiewijziging willen in een onderwijsinstelling, moeten hun aanvraag indienen overeenkomstig de procedure die is vastgelegd in artikel 48 van voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969. »

Art. 38. Artikel 13 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1996, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 13. De in artikel 6, 2°, a en b, bedoelde opdrachthouders moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° deel uitmaken van het bestuurs- en onderwijzend personeel bedoeld in artikel 1 van voormeld koninklijk besluit van 22 maart 1969 en houder zijn van een wervingsambt dat verband houdt met de te bevestigen betrekking;

2° vast benoemd zijn;

De in artikel 6, 2°, c, bedoelde opdrachthouder moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° houder zijn van een ambt van rang 1 zoals bedoeld in artikel 5, A, van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen;

2° vast benoemd zijn in het onderwijs van de Franse Gemeenschap.

De in artikel 6, 2°, d, bedoelde opdrachthouder moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° houder zijn van een wervingsambt bedoeld in artikel 2, § 1, 1, van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap alsook van de inspectiediensten belast met toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs;

2° vast benoemd zijn in een psycho-medisch-sociaal centrum van de Franse Gemeenschap.

De personeelsleden worden jaarlijks, via circulaire gericht aan de inrichtingshoofden, in kennis gesteld van de betrekkingen bedoeld in artikel 6, 2°, die beschikbaar zijn in het Centrum. »

Art. 39. Er wordt in hetzelfde besluit een nieuw artikel 13bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 13bis. Voor de toepassing van de statutaire reglementaire bepalingen, die niet strijdig zijn met voorgaande artikelen, wordt het Centrum gelijkgesteld met een onderwijsinrichting en is de directeur van het Centrum gelijkgesteld met een hoofd van een onderwijsinrichting.

Vanuit deze optiek :

a) blijven de in artikel 6, 1°bis, bedoelde personeelsleden onderworpen aan de reglementaire bepalingen, die niet strijdig zijn met voorgaande artikelen, betreffende het geldelijk en administratief statuut die op hen van toepassing waren vóór hun affectatiewijziging naar het Centrum overeenkomstig artikel 12ter;

b) blijven de in artikel 6, 2°, a, b, c en d, bedoelde opdrachthouders onderworpen aan de reglementaire bepalingen, die niet strijdig zijn met voorgaande artikelen, betreffende het geldelijk en administratief statuut die op hen van toepassing waren vóór het verkrijgen van hun opdracht in het Centrum;

c) blijft de directeur van het Centrum onderworpen aan de reglementaire bepalingen, die niet strijdig zijn met voorgaande artikelen, betreffende het geldelijk en administratief statuut die op hem van toepassing waren vóór zijn benoeming op het Centrum. »

Art. 40. Er wordt in hetzelfde besluit een nieuw artikel 14bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 14bis. De leden van het administratief personeel zijn onderworpen aan het administratief en geldelijk statuut van de leden van het administratief personeel van de onderwijsinrichtingen. »

HOOFDSTUK VI. — Wijzigingen aan het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs

Art. 41. In artikel 5, § 1, tweede lid, van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, wordt 4° geschrapt.

Art. 42. In artikel 6, § 4, derde lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd door het decreet van 17 juli 1998, worden de woorden "Het totaal aantal mag niet hoger zijn dan 400" vervangen door "Het totaal aantal mag niet hoger zijn dan 347. Dit aantal wordt evenwel teruggebracht tot 326 wanneer artikel 71 van het decreet van 20 december 2001 tot bespoediging van de benoemingen van de personeelsleden uit het onderwijs van de Franse Gemeenschap van kracht wordt. »

Art. 43. Er wordt in hetzelfde decreet een nieuw artikel 17bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 17bis. De betrekking waarvan het personeelslid met verlof wegens opdracht houder is, wordt vacant wanneer dit verlof zes opeenvolgende jaren duurt.

Als het personeelslid een nieuw verlof wegens opdracht toegestaan wordt zonder dat deze zijn functie niet daadwerkelijk heeft heropgenomen gedurende minstens een schooljaar, wordt de duur van dit nieuw verlof gecumuleerd met deze van het vorige verlof wegens opdracht.

Voor de berekening van de in het eerste lid bedoelde zes opeenvolgende jaren wordt eveneens rekening gehouden met ieder verlof naast het politiek verlof, moederschapsverlof, opvangverlof met het oog op adoptie of officieuze voogdij, wegens vakbondsactiviteit, wegens een activiteit in een ministerieel kabinet, om tijdelijk een andere functie waar te nemen in het onderwijs buiten het universitair onderwijs, wegens ziekte of invaliditeit of wegens loopbaanonderbreking, die volgt op of voorafgaat aan het verlof wegens opdracht behalve als het personeelslid, tussen dit laatste verlof en het ander verlof, zijn werk gedurende minstens een schooljaar opnieuw daadwerkelijk aangevat heeft.

De voorgaande leden zijn niet van toepassing op de verloven wegens opdracht toegestaan op de ministeriële kabinetten van de Franse Gemeenschap, zoals bedoeld in artikel 5, § 1, tweede lid, 1°, op de verloven wegens opdracht toegestaan krachtens artikel 6, § 1, eerste lid, 2° tot 4°, noch op de personeelsleden die zijn bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 september 1994 houdende vaststelling van het maximumaantal personeelsleden met verlof wegens opdracht die onontbeerlijk worden geacht voor de interne organisatie van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de representatieve organen van het gesubsidieerd onderwijs, met toepassing van artikel 43bis van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen met toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen. »

Art. 44. Er wordt in hetzelfde decreet een nieuw artikel 17ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 17ter. Wanneer het zijn activiteiten hervat, keert het personeelslid met verlof wegens opdracht, onderworpen aan het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, terug naar een betrekking in zijn inrichting die overeenstemt met zijn ambt waarin hij werd benoemd, als deze betrekking vacant is en niet is ingenomen door een prioritair tijdelijke.

Het personeelslid met verlof wegens opdracht, onderworpen aan het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs of aan het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, keert terug naar zijn betrekking als hij vóór de hervatting van zijn activiteiten krachtens artikel 17bis niet werd vervangen door een benoemd of in vast verband aangeworven personeelslid.

Het personeelslid met verlof wegens opdracht, zoals bedoeld in de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra of in het koninklijk besluit van 27 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke en protestantse godsdienst der inrichtingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, keert terug naar zijn betrekking als het vóór de hervatting van zijn activiteiten krachtens artikel 17bis niet werd vervangen door een personeelslid dat tot de stage is toegelaten, benoemd is of in vast verband aangeworven.

Het personeelslid met verlof wegens opdracht, onderworpen aan de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, keert terug naar zijn betrekking als het vóór de hervatting van zijn activiteiten krachtens artikel 17bis niet werd vervangen door een benoemd of in vast verband aangeworven personeelslid.

Het personeelslid met verlof wegens opdracht, onderworpen aan het decreet van 24 juli 1997 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen, keert terug naar zijn betrekking als het vóór de hervatting van zijn activiteiten krachtens artikel 17bis niet werd vervangen door een benoemd of in vast verband aangeworven personeelslid. »

Art. 45. Er wordt in hetzelfde decreet een nieuw artikel 17quater ingevoegd, luidend als volgt :

« Het personeelslid dat vervangen werd, overeenkomstig artikel 17ter, wordt bij gebrek aan betrekking ter beschikking gesteld de dag nadat zijn verlof wegens opdracht ten einde loopt. »

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aan het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1996 tot oprichting van recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap

Art. 46. In artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1996 tot oprichting van recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap worden de woorden "ofwel door het bestuur voor onderwijsorganisatie" vervangen door de woorden "ofwel door de Algemene dienst pedagogische zaken van het pedagogisch onderzoek en van de besturing van het onderwijs dat wordt ingericht door de Franse Gemeenschap".

Art. 47. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 8. De formatie van elk centrum wordt als volgt vastgesteld :

1° te Esneux

- | | |
|----------------------------|---|
| a) Directeur | 1 |
| b) Opvoedend hulppersoneel | 8 |

De betrekkingen staan open voor de houders van de volgende ambten :

- studiemeester-opvoeder;
- studiemeester-opvoeder van internaat.

c) Correspondent-boekhouder	1
-----------------------------	---

2° te Gouvy

- | | |
|----------------------------|---|
| a) Directeur | 1 |
| b) Opvoedend hulppersoneel | 5 |

De betrekkingen staan open voor de houders van de volgende ambten :

- studiemeester-opvoeder;
- studiemeester-opvoeder van internaat.

c) Correspondent-boekhouder	1
-----------------------------	---

3° te Marbehan

- | | |
|----------------------------|---|
| a) Directeur | 1 |
| b) Opvoedend hulppersoneel | 6 |

De betrekkingen staan open voor de houders van de volgende ambten :

- studiemeester-opvoeder;
- studiemeester-opvoeder van internaat.

c) Onderwijzend personeel	5
---------------------------	---

Deze betrekkingen staan op voor de houders van volgende ambten :

- kleuteronderwijzer(es);
- onderwijzer(es);
- leraar algemene vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad;
- leraar bijzondere vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad.

d) paramedisch personeel	2
--------------------------	---

Deze betrekkingen staan open voor de houders van de volgende ambten :

- kleuterleidster;
- verpleegster;
- kinesitherapeute;

e) Correspondent-boekhouder	1
4° te Saint-Hubert	
a) Directeur	1
b) Opvoedend hulppersoneel	7
De betrekkingen staan open voor de houders van de volgende ambten :	
— studiemeester-opvoeder;	
— studiemeester-opvoeder van internaat.	
c) Onderwijzend personeel	1
Deze betrekkingen staan op voor de houders van volgende ambten :	
— kleuteronderwijzer(es);	
— onderwijzer(es);	
— leraar algemene vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad;	
— leraar bijzondere vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad.	
d) Correspondent-boekhouder	1
5° te Wellin	
a) Directeur	1
b) Opvoedend hulppersoneel	8
De betrekkingen staan open voor de houders van de volgende ambten :	
— studiemeester-opvoeder;	
— studiemeester-opvoeder van internaat.	
c) Onderwijzend personeel	4
Deze betrekkingen staan op voor de houders van volgende ambten :	
— kleuteronderwijzer(es);	
— onderwijzer(es);	
— leraar algemene vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad;	
— leraar bijzondere vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad.	
d) Correspondent-boekhouder	1
6° te Fleurus-Sivry-Rance	
a) Directeur	1
b) Onderwijzend personeel	2
Deze betrekkingen staan op voor de houders van volgende ambten :	
— kleuteronderwijzer(es);	
— onderwijzer(es);	
— leraar algemene vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad;	
— leraar bijzondere vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad.	
c) Correspondent-boekhouder	1
7° te Rochefort	
a) Directeur	1
b) Opvoedend hulppersoneel	5
De betrekkingen staan open voor de houders van de volgende ambten :	
— studiemeester-opvoeder;	
— studiemeester-opvoeder van internaat.	
c) Onderwijzend personeel	5
Deze betrekkingen worden als volgt opgesplitst :	
1° 3 eenheden voor het kleuter-, lager en secundair onderwijs van de lagere graad, toegankelijk voor de houders van volgende ambten :	
— kleuteronderwijzer(es);	
— onderwijzer(es);	
— leraar algemene vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad;	
— leraar bijzondere vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad.	

2° 2 eenheden voor het secundair onderwijs van de hogere graad, toegankelijk voor de houders van volgende ambten :

- leraar algemene vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad;
- leraar bijzondere vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad.

<i>d)</i> Correspondent-boekhouder	1
<i>e)</i> Opsteller (of eerste opsteller)	2
<i>f)</i> Klerk-typist (of eerste klerk-typist of eerste hoofdklerk)	1

8° te Virton

<i>a)</i> Directeur	1
<i>b)</i> Opvoedend hulppersoneel	3

De betrekkingen staan open voor de houders van de volgende ambten :

- studiemeester-opvoeder;
- studiemeester-opvoeder van internaat.

<i>c)</i> Onderwijzend personeel	3,5
----------------------------------	-----

Deze betrekkingen worden als volgt opgesplitst :

1° 2,5 eenheden voor het kleuter-, lager en secundair onderwijs van de lagere graad, toegankelijk voor de houders van volgende ambten :

- kleuteronderwijzer(es);
- onderwijzer(es);
- leraar algemene vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad;
- leraar bijzondere vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad.

2° 1 eenheden voor het secundair onderwijs van de hogere graad, toegankelijk voor de houders van volgende ambten :

- leraar algemene vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad;
- leraar bijzondere vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad.

<i>d)</i> Correspondent-boekhouder	1
------------------------------------	---

9° te La Louvière

<i>a)</i> Directeur	1
<i>b)</i> Opvoedend hulppersoneel	3

Deze betrekkingen staan open voor de houders van volgende ambten :

- studiemeester-opvoeder;
- studiemeester-opvoeder van internaat.

<i>c)</i> Correspondent-boekhouder	1
<i>d)</i> Klerk-typist (of eerste klerk-typist of eerste hoofdklerk)	1

10° te Péruwelz

<i>a)</i> Directeur	1
<i>b)</i> Opvoedend hulppersoneel	5

De betrekkingen staan open voor de houders van de volgende ambten :

- studiemeester-opvoeder;
- studiemeester-opvoeder van internaat.

<i>c)</i> Onderwijzend personeel	3
----------------------------------	---

Deze betrekkingen worden als volgt opgesplitst :

1° 2 eenheden voor het kleuter-, lager en secundair onderwijs van de lagere graad, toegankelijk voor de houders van volgende ambten :

- kleuteronderwijzer(es);
- onderwijzer(es);
- leraar algemene vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad;
- leraar bijzondere vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad.

2° 1 eenheid voor het secundair onderwijs van de hogere graad, toegankelijk voor de houders van volgende ambten :

- leraar algemene vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad;
- leraar bijzondere vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad.

- d) Correspondent-boekhouder 1
- e) Klerk-typist (of eerste klerk-typist of eerste hoofdklerk) 1

De in het eerste lid bedoelde eenheden zijn uitgedrukt in voltijdse equivalenten. »

Art. 48. Er wordt in hetzelfde besluit een nieuw artikel *8bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *8bis*. De personeelsleden die zijn bedoeld in de rubrieken "onderwijzend personeel", "opvoedend hulppersoneel" en "paramedisch personeel" van artikel 8 moeten voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° deel uitmaken van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel of van het paramedisch personeel zoals bedoeld in artikel 1 van voormeld koninklijk besluit van 22 maart 1969 en houder zijn van een wervingsambt dat verband houdt met de te begeven betrekking;

2° vast benoemd zijn;

3° een affectatiewijziging hebben verkregen overeenkomstig de in artikel *8quater* bedoelde procedure. »

Art. 49. Er wordt in hetzelfde besluit een nieuw artikel *8ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *8ter*. Er wordt een Affectatiecommissie van de centra opgericht die adviezen uitbrengt aan de Regering in het raam van de procedure bedoeld in artikel *8quater*.

De Commissie bestaat uit :

1° de adjunct-directeur-generaal van de Algemene Dienst pedagogische zaken van het pedagogisch onderzoek en van de besturing van het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs, voorzitter;

2° een inspecteur-generaal;

3° de directeur van het betrokken recreatie- en openluchtcentrum;

4° drie personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, aangeduid door de organisatie die de leerkrachten uit het net van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen en zijn aangesloten bij vakbondsorganisaties die zetelen in de Nationale Arbeidsraad, waarin iedere organisatie minstens een lid telt;

5° 3 Regeringsafgevaardigden met raadgevende stem.

De commissie beslist bij absolute meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De commissie stelt haar huishoudelijk reglement op dat wordt goedgekeurd door de Regering. »

Art. 50. Er wordt in hetzelfde besluit een nieuw artikel *8quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *8quater*. § 1. Binnen de tien dagen na de openstelling van een betrekking bedoeld in de rubrieken "onderwijzend personeel", "opvoedend hulppersoneel" en "paramedisch personeel" van artikel 8, brengt de directeur van het centrum dit ter kennis van de Regering zodat deze kan worden voorgedragen voor de affectatiewijziging.

Als een personeelslid dat definitief toegewezen is aan een betrekking zoals bedoeld in de rubrieken "bestuurs- en onderwijzend personeel", "opvoedend hulppersoneel" en "paramedisch personeel" van artikel 8, langer afwezig is dan een maand, kan de directeur van het centrum de Regering voorstellen deze betrekking open te stellen voor een affectatiewijziging.

Naargelang de behoeften van het Centrum specificeert de Affectatiecommissie van de centra voor de betrekkingen bedoeld in de rubrieken "onderwijzend personeel", "opvoedend hulppersoneel" en "paramedisch personeel" van artikel 8, aan de Regering, het ambt en/of de bijzondere kenmerken van het ambt waarin de kandidaat voor de affectatiewijziging benoemd moet worden.

§ 2. Zodra de Regering weet heeft van de openstelling of de tijdelijke vrijmaking van een betrekking, bedoeld in de rubrieken "onderwijzend personeel", "opvoedend hulppersoneel" en "paramedisch personeel" van artikel 8, kan zij een oproep doen tot kandidaten voor een affectatiewijziging middels een bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

Dit bericht vermeldt de voorwaarden waaraan de kandidaten moeten voldoen alsook de vormen en termijnen voor het indienen van de aanvragen om affectatiewijziging.

§ 3. Het personeelslid dat een affectatiewijziging wenst te bekomen binnen het centrum dient, per aangetekende brief, een gemotiveerd verzoek in bij de Regering binnen de termijn bepaald in de oproep bedoeld in § 2. Hij stuurt hiervan een kopie naar de Affectatiecommissie van de centra binnen dezelfde termijn.

De Regering stemt in met de affectatiewijziging na gunstig advies van de Affectatiecommissie van de centra. Deze laatste bezorgt dit advies aan de Regering binnen een termijn van een maand vanaf de ontvangst van de kopie van de aanvraag om affectatiewijziging.

§ 4. Het personeelslid dat een affectatiewijziging heeft bekomen in een tijdelijk beschikbare betrekking wordt definitief aangesteld in de betrekking die hij uitoefent binnen het centrum op de eerste dag van de maand die volgt op de bekendmaking zoals bedoeld in § 1, eerste lid.

Art. 51. Er wordt in hetzelfde besluit een nieuw artikel *8quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *8quinquies*. Als er niet voldoende kan worden voorzien in de betrekkingen bedoeld in de rubrieken "opvoedend hulppersoneel" van artikel 8, kan de Regering deze posten toewijzen aan leden van het tijdelijk personeel. »

Art. 52. Er wordt in hetzelfde besluit een nieuw artikel *8sexies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *8sexies*. De leden van het personeel zoals bedoeld in de rubrieken "onderwijzend personeel", "opvoedend hulppersoneel" en "paramedisch personeel" van artikel 8 die definitief zijn toegewezen aan het centrum en die een affectatiewijziging wensen te bekomen in een onderwijsinrichting, moeten hun aanvraag indienen overeenkomstig de procedure die is vastgelegd in artikel 48 van voormeld koninklijk besluit van 22 maart 1969. »

Art. 53. Artikel 9 van hetzelfde besluit, aangevuld en gewijzigd door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 november 1997, wordt opgeheven.

Art. 54. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 10. Het ambt van directeur van het recreatie- en openluchtcentrum staat open voor alle personeelsleden die houder zijn van een van de volgende wervingsambten :

1. kleuteronderwijzer(es);
2. onderwijzer(es);
3. leraar algemene vakken, leraar zedenleer, leraar bijzondere vakken, leraar technische vakken, praktijkleraar, leraar technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de lagere graad;
4. studiemeester-opvoeder;
5. studiemeester-opvoeder van internaat. »

Art. 55. Er wordt in hetzelfde besluit een nieuw artikel 10*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 10*bis*. De personeelsleden bedoeld in artikel 10 moeten voldoen aan de volgende voorwaarden :

1. definitief houder zijn van een ambt met volledige dagtaak in het onderwijs van de Franse Gemeenschap;
2. houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs voor een van de in artikel 10 bedoelde ambten;
3. een dienstanciënniteit hebben van minstens 10 jaar en een ambtsanciënniteit hebben van minstens 6 jaar in het onderwijs van de Franse Gemeenschap.

Deze dienstanciënniteit en ambtsanciënniteit worden berekend overeenkomstig artikel 85 *a, b, c, d, e* en *f* van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van het personeel van het onderwijs van de Staat.

4. de vermelding "GOED" hebben gekregen bij de laatste beoordelingsstaat en bij het laatste inspectieverslag;

Bij gebrek aan beoordelingsstaat of inspectieverslag wordt het personeelslid geacht de vermelding "GOED" te hebben gekregen.

5. zijn kandidatuur stellen in de vorm en binnen de termijn opgelegd in de oproep tot kandidaten. »

Art. 56. Er wordt in hetzelfde besluit een nieuw artikel 10*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 10*ter*. De kandidaten voor het ambt van directeur van een recreatie- en openluchtcentrum worden gerangschikt volgens hun verdiensten door een door de Regering samengestelde examencommissie.

Bij die rangschikking houdt men rekening met de beoordelingsstaten, de inspectieverslagen en alle door de kandidaat aangevoerde gegevens waaruit een vorming en een ervaring blijken die met het profiel van het te begeven ambt overeenstemmen. »

Art. 57. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 11. De directeur van een recreatie- en openluchtcentrum wordt benoemd door de Regering. »

Art. 58. Er wordt in hetzelfde besluit een nieuw artikel 11*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 11*bis*. De leden van het administratief personeel zijn onderworpen aan het administratief en geldelijk statuut van de leden van het administratief personeel van de onderwijsinrichtingen. »

Art. 59. Artikel 15, 16 en 17 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 60. Artikel 17*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 november 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 17*bis*. Voor de toepassing van de statutaire reglementaire bepalingen, die niet strijdig zijn met voorgaande artikelen, wordt het centrum gelijkgesteld met een onderwijsinrichting en wordt de directeur van het Centrum gelijkgesteld met een hoofd van een onderwijsinrichting.

Vanuit deze optiek :

a) blijven de personeelsleden bedoeld in de rubrieken "onderwijzend personeel", "opvoedend hulppersoneel" en "paramedisch personeel" van artikel 8, onderworpen aan de reglementaire bepalingen, die niet strijdig zijn met voorgaande artikelen, betreffende het geldelijk en administratief statuut die op hen van toepassing waren vóór hun affectatiewijziging naar het centrum overeenkomstig artikel 8*quater*;

b) blijft de directeur van het centrum onderworpen aan de reglementaire bepalingen, die niet strijdig zijn met voorgaande artikelen, betreffende het geldelijk en administratief statuut die op hem van toepassing waren vóór zijn benoeming op het centrum. »

Art. 61. In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de woorden "algemene directie van de organisatie van het onderwijs die minstens rang 13 heeft" vervangen door de woorden "Algemene Dienst pedagogische zaken van pedagogisch onderzoek en de besturing van het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs die minstens rang 12 heeft".

Art. 62. In artikel 22, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) 1. wordt vervangen door de volgende bepaling :

"1. de Directeur van het centrum;"

b) in 2. worden de woorden "en een studiemeester-internaatopvoeder" vervangen door de woorden "en een lid van het opvoedend hulppersoneel".

Art. 63. In artikel 22bis van hetzelfde besluit, ingevoegd door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 november 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het tweede lid :

1° 1. wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1. de Directeur van het centrum; »;

2° in 2. worden de woorden "en en studiemeester-internaatopvoeder" vervangen door de woorden "en een lid van het opvoedend hulppersoneel";

b) in het derde lid worden de woorden "de inspecteur-generaal van het hoger onderwijs" vervangen door de woorden "de in het punt 3 bedoelde oudste inspecteur. »

HOOFDSTUK VIII. — Wijzigingen aan het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten

Art. 64. Er wordt in het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten een hoofdstuk IIbis ingevoegd, luidend als volgt :

« **HOOFDSTUK IIbis. — Het bevorderingsambt van directeur van een recreatie- en openluchtcentrum.**

Artikel 7bis. Het bevorderingsambt van directeur van een recreatie- en openluchtcentrum kan worden uitgeoefend door de personeelsleden van het kleuter-, lager of basisonderwijs en door de personeelsleden van het secundair onderwijs van de lagere graad. »

Art. 65. In artikel 8, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd door het decreet van 19 juli 2001, worden de woorden "en van directeur van een centre d'autoformation et de formation continuée" vervangen door de woorden "van directeur van een centre d'autoformation et de formation continuée en van directeur van een recreatie- en openluchtcentrum. »

Art. 66. In artikel 34 van hetzelfde decreet, gewijzigd door het decreet van 19 juli 2001, worden de woorden "en van directeur van een centre d'autoformation et de formation continuée" vervangen door de woorden "van directeur van een centre d'autoformation et de formation continuée en van directeur van een recreatie- en openluchtcentrum. »

Art. 67. In artikel 40 van hetzelfde decreet, gewijzigd door het decreet van 19 juli 2001, worden de woorden "en van directeur van een centre d'autoformation et de formation continuée" vervangen door de woorden "van directeur van een centre d'autoformation et de formation continuée en van directeur van een recreatie- en openluchtcentrum. »

HOOFDSTUK IX. — Overgangsbepalingen

Art. 68. De personeelsleden met verlof wegens opdracht bij de internationale school van de SHAPE van België en die er een wervingsambt uitoefenen op de dag dat dit decreet in voege treedt, worden geacht benoemd en aangewezen te zijn in de betrekking die ze bekleden.

De personeelsleden met verlof wegens opdracht bij de internationale school van de SHAPE van België en die er een selectieambt uitoefenen op de dag dat dit decreet in voege treedt, zijn tijdelijk belast met de uitoefening van dit ambt.

De personeelsleden met verlof wegens opdracht bij de internationale school van de SHAPE van België en die er een bevorderingsambt uitoefenen op de dag dat dit decreet in voege treedt :

a. worden geacht benoemd en aangewezen te zijn in de betrekking die ze bekleden, als ze het bevorderingsbevet voor dit ambt bezitten;

b. worden tijdelijk belast met de uitoefening van dit ambt in het ander geval.

Art. 69. De personeelsleden die, bij de inwerkingtreding van dit decreet, met verlof zijn wegens opdracht bij de recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap, worden geacht op 1 februari 2002 benoemd te zijn in deze centra in hun benoemingsambt, behoudens andersluidend schriftelijk verzoek van hunentwege gericht aan de Regering binnen de 15 dagen na de inwerkingtreding van dit decreet.

De opdrachthouders die, bij de inwerkingtreding van dit decreet, de leiding hebben in elkeen van deze recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap, worden geacht op 1 februari 2002 benoemd te zijn in het ambt van directeur van een recreatie- en openluchtcentrum, behoudens andersluidend schriftelijk verzoek van hunentwege gericht aan de Regering binnen de 15 dagen na de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 70. De personeelsleden die, bij de inwerkingtreding van dit decreet, met verlof zijn wegens opdracht bij het technisch-pedagogisch centrum van de Franse Gemeenschap, worden geacht op 1 februari 2002 benoemd te zijn in deze centra in hun benoemingsambt, behoudens andersluidend schriftelijk verzoek van hunentwege gericht aan de Regering binnen de 15 dagen na de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 71. De personeelsleden die, bij de inwerkingtreding van dit decreet, met verlof zijn wegens opdracht bij het centre d'autoformation et de formation continuée van het onderwijs van de Franse Gemeenschap in een betrekking zoals bedoeld in artikel 30, a, worden geacht de dertigste dag na de inwerkingtreding van deze bepaling benoemd te zijn in deze centra in hun benoemingsambt, behoudens andersluidend geschreven verzoek van hunentwege gericht aan de Regering binnen de 15 dagen na de inwerkingtreding van deze bepaling of behoudens tegengesteld bericht van de Regering gemotiveerd op grond van het activiteitenverslag opgemaakt door het bestuur, van de manier van dienen opgesteld door de directeur van het centrum en het volume en de kwaliteit van de interne productiviteit van de betrokken personeelsleden.

Art. 72. De verlopen wegens opdracht, bedoeld in artikelen 43 tot 45, toegestaan vóór de inwerkingtreding van dit decreet vallen onder de toepassing van de genaamde artikelen.

De betrokken personeelsleden kunnen, binnen de 30 dagen na de inwerkingtreding van dit decreet, een schriftelijke aanvraag indienen bij de Regering om een einde te stellen aan hun opdracht. In dit geval loopt deze opdracht ten einde op de voorziene datum en sowieso uiterlijk op 31 augustus 2002.

Art. 73. De personeelsleden die de in artikelen 69 en 70 bedoelde schriftelijke aanvraag bij de Regering indienen, nemen op 1 september 2002 hun functies terug op in de inrichting van herkomst.

De personeelsleden die de in artikel 71 bedoelde schriftelijke aanvraag bij de Regering indienen, nemen hun functies terug op in de inrichting van herkomst op 1 september die daarop volgt.

HOOFDSTUK X. — *Opheffingsbepaling*

Art. 74. Het koninklijk besluit van 10 oktober 1969 tot vaststelling van de uitvoeringsmodaliteiten van de overeenkomst betreffende de internationale instelling, genaamd "Internationale School van de S.H.A.P.E. in België, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK XI. — *Slotbepaling*

Art. 75. Dit decreet treedt in werking op 1 februari 2002, uitgezonderd artikelen 29, 30, 35, 36, 37, 38, 39 en 71 waarvoor de Regering de datum van inwerkingtreding vastlegt.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 20 december 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL.

—
Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 223-1. — Amendementen in de commissies, nr. 223-2. — Verslag, nr. 223-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Zitting van 18 december 2001.

F. 2002 — 363

[C — 2002/29067]

20 DECEMBRE 2001. — Décret modifiant le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 38 du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française complété par le décret du 8 février 1999 portant diverses mesures en matière d'enseignement, les mots "L'ancienneté de service visée aux articles 34, alinéa 2, 35, alinéa 1^{er}, 36 et 37" sont remplacés par les mots : "L'ancienneté de service visée aux articles 34, 35, alinéa 1^{er}, 36 et 37".

Art. 2. Un article 38bis, rédigé comme suit, est inséré dans ce même décret :

"Article 38bis. Par dérogation à l'article 38, l'ancienneté de service, visée aux articles 34, 35, alinéa 1^{er}, 36 et 37, des membres du personnel ayant exercé des fonctions dans les hautes écoles avant le 1^{er} septembre 1997 et au cours de l'année académique 1997-1998, est calculée, pour sa partie antérieure au 1^{er} septembre 1997, conformément à l'article 39 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, dernièrement modifiés par le décret du 29 mars 2001 et aux articles 3sexties et 3septies de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Art. 3. Dans l'article 141 du même décret modifié par le décret du 8 février 1999 précité, les mots "L'ancienneté de service visée aux articles 137, alinéa 2, 138, alinéa 1^{er}, 139 et 140" sont remplacés par les mots "L'ancienneté de service visée aux articles 137, 138, alinéa 1^{er}, 139 et 140".